

Le magazine indépendant des étudiant·e·s de l'Université de Montréal | quartierlibre.ca



Quartier Libre

Volume 30 | n° 1 | 4 octobre 2023

LE CYCLE REPREND





Alexandre Sauvé-Lacoursière
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

sg@faecum.qc.ca



FAÉCUM

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS
ÉTUDIANTES DU CAMPUS
DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

DÉCOUVREZ VOTRE FÉDÉRATION ÉTUDIANTE !

C'est la rentrée d'automne 2023 ! Et comme la rentrée est souvent synonyme de nouveauté, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) tenait à vous rappeler qu'elle est à votre disposition afin d'assurer le bon déroulement de votre parcours académique !

En tant que fédération étudiante, la FAÉCUM a pour mission de représenter la communauté étudiante de l'Université de Montréal, de lui offrir de nombreux services et d'assurer la défense de ses droits et intérêts, tout en misant sur l'amélioration de la condition étudiante.

Cette année, constitué de sept personnes étudiantes élues, le bureau exécutif est également appuyé par un conseil d'administration, plusieurs personnes employées ainsi que d'une centaine de bénévoles qui l'accompagnent dans ses affaires courantes et dans l'organisation de ses  v nements. La FAÉCUM offre également chaque année une foule d'activités sportives, culturelles et académiques dans le but d'agrémenter votre parcours universitaire et vous offrir des pauses d'étude bien méritées !

Enfin, la FAÉCUM vous propose de nombreux services, dont notamment :

- Cinq comptoirs de services dispersés à travers les campus où vous pouvez vous procurer votre agenda gratuit, du matériel scolaire, imprimer, numériser ou photocopier des documents, recharger votre carte opus, etc ;

- Les Kiosques de livres usagés (disponibles en ligne et dans quatre des cinq comptoirs) pour vendre et acheter des livres usagés ;
- Le Bureau des droits étudiants, un service de défense des droits et intérêts de ses membres sur le plan académique, situé au local B-2289 du pavillon 3200 Jean-Brillant ;
- La halte-garderie Le Baluchon, soit un service de garde flexible et abordable pour les parents-étudiants membres de la FAÉCUM ;
- Une couverture d'assurance incluant entre autres, les soins de santé, les soins dentaires, les soins de la vue ainsi que l'assurance voyage ;
- Plusieurs bourses, subventions et prix pour vous permettre de mener à terme vos projets ou souligner votre implication étudiante ;
- Et plus encore !

Pour ne rien manquer des activités de la FAÉCUM ou pour en connaître davantage sur nos services, rendez-vous au www.faecum.qc.ca, suivez-nous sur les réseaux sociaux ou encore passez directement au comptoir Jean-Brillant (3200, rue Jean-Brillant, Montréal (Québec) H3T 1N8, Local B-1265).

BONNE RENTRÉE   TOUTE LA COMMUNAUTÉ ÉTUDIANTE !

EMPLACEMENTS DES COMPTOIRS DE LA FAÉCUM

  PAVILLON JEAN-BRILLANT
Local B-1265

  PAVILLON ROGER-GAUDRY
Kiosque de livres usagés (KLU)
Local V-114

  PAVILLON MARIE-VICTORIN
Kiosque de livres usagés (KLU)
Local B-230

  CAMPUS MIL
Kiosque de livres usagés (KLU)
Local A-0617

  CAMPUS DE LAVAL
Kiosque de livres usagés (KLU)
Local 6264



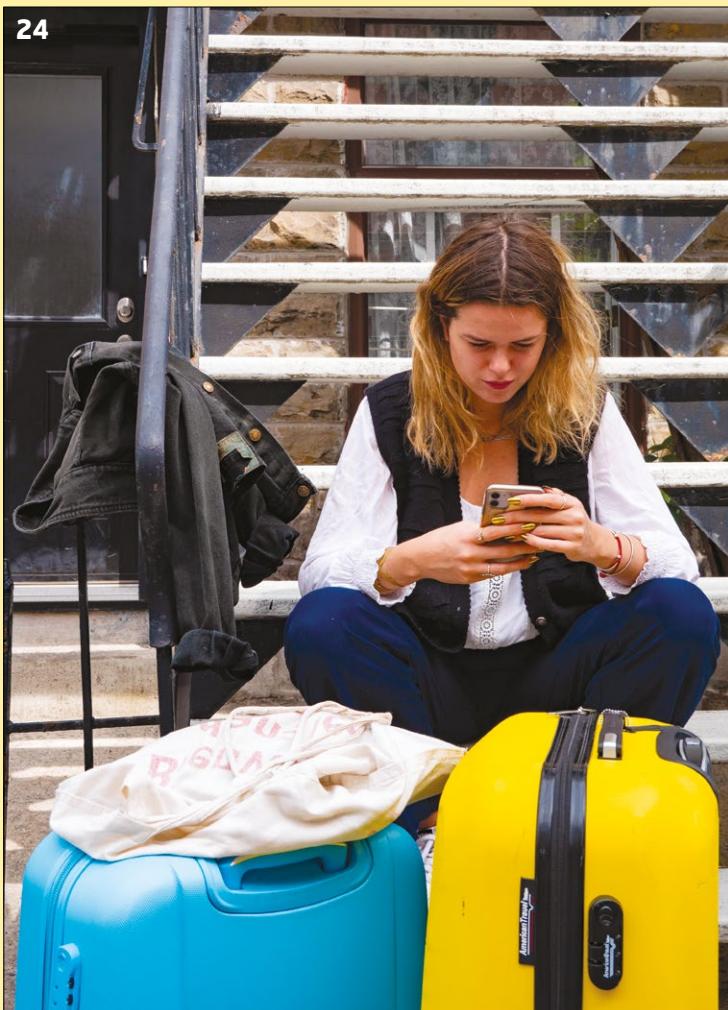
FAECUM.QC.CA



**POUR PLUS D'INFORMATIONS
ET CONNAÎTRE LES HEURES
D'OUVERTURE** →



SOMMAIRE | QL n° 1



- 4** ÉDITORIAL | Tour d'horizon
- 5** VOX POP | Blocage Meta: ça vous affecte ?
- 6** DOSSIER | 50^e anniversaire du certificat en journalisme de l'UdeM
 - Journaliste dans l'âme
 - Multiplateforme, tout horizon
- 8** UdeM DÉCENTRALISÉE | Nouvelle adresse sur la Rive-Sud
- 10** SOUS-DOCUMENTAIRE | La Purge, un devoir de mémoire
- 12** OPÉRA | L'UdeM présente l'opéra de l'avenir
- 14** PSYCHOLOGIE SPORTIVE | Préparation mentale: l'atout des Carabins
- 16** APPLICATION MOBILE | L'UdeM laisse son « empreinte »
- 18** FINANCES | Prêts étudiants: Québec maintient sa voie
- 20** EXPOSITION | Accès libre au confinement
- 22** SÉCURITÉ | Cyclisme: enquête sur le vol des vélos à l'UdeM
- 24** CRISE DU LOGEMENT | Une crise sans frontière
- 27** CRITIQUE | La parole vivante de *Lau*



ÉDITO

TOUR D'HORIZON

Changements des habitudes de consommation médiatique de la population, coupures massives dans les salles de rédaction, fermetures régulières de quotidiens, prolifération des fausses nouvelles... si vous lisez ces lignes, il y a de bonnes chances que vous soyez déjà bien au fait des nombreuses tuiles qui continuent de s'abattre sur les médias.

En avril dernier, vous lisiez dans nos pages que les journaux étudiants n'étaient pas à l'abri de la cupidité des GAFAM, qui grugent les revenus publicitaires de tous les médias, petits et grands. En août, au moment d'éveiller les comptes Instagram et Facebook de *Quartier Libre* à l'aube de la rentrée, nouvelle tuile : le blocage par Meta du contenu médiatique en sol canadien (p. 5) affecte même notre humble journal étudiant. Résultat : aucun des contenus qui y sont publiés ne sont visibles par les étudiant·e·s à qui cette publication s'adresse. Tant pis pour notre ambition d'accroître notre visibilité sur ces plateformes. Tant pis pour la porte d'entrée vers notre nouveau site Web, à venir prochainement, site développé au coût de plusieurs milliers de dollars. En trente ans, *Quartier Libre* en a vu d'autres, et il est toujours là.

Bien que la tendance soit au virage numérique depuis plusieurs années, notre journal figure parmi ceux qu'on considère maintenant « chanceux » de toujours publier une édition imprimée. Étonnant revirement de situation considérant qu'avant le blocage, le format papier avait de plus en plus tendance à être perçu comme un fléau par les collègues des journaux étudiants. Un autre vestige du passé récent refait également surface. Les infolettres, souvent reléguées aux oubliettes, redeviennent soudainement intéressantes.

Le « cycle » évoqué en Une fait ainsi à la fois référence à la rentrée, à plusieurs sujets abordés dans ce numéro et à la situation actuelle du monde journalistique.

Quartier Libre a également dû modifier ses techniques d'embauche. Exit le recrutement sur Instagram et Facebook, rebonjour au recrutement en personne. Cette stratégie, qui n'était initialement pas un choix, a mené à un engouement pour participer à *Quartier Libre* qui ne s'était pas vu depuis belle lurette. Nous avons même manqué de place dans notre local lors de la réunion de production en prévision de ce numéro.

Cet intérêt rend optimiste et laisse présager une belle relève au sein de ce métier, envers et contre tout. La prochaine Tamara Altéresco (p. 6) ou le nouveau Michaël Nguyen (p. 7) se trouve peut-être parmi les contributeur·rice·s à ce numéro.

Cette vigueur permet d'ailleurs à *Quartier Libre* de s'attaquer à de gros dossiers dès le début de l'année.

Au menu en culture, une exposition sur les restrictions auxquelles font face les Palestiniens en Cisjordanie occupée (p. 20), et un documentaire traitant l'expulsion des personnes homosexuelles des rangs du gouvernement des années 1950 à 1990 (p. 10). Un sujet malheureusement toujours bien trop d'actualité.

Par ailleurs, *Quartier Libre* explore comment certains sujets chauds de l'actualité se vivent sur le campus. La pénurie de logements a déjà fait couler beaucoup d'encre et n'a pas fini de faire des ravages, notamment chez les étudiant·e·s internationaux, qui sont particulièrement touchés par cette crise (p. 24).

Autre sujet qui fait régulièrement les manchettes : les taux d'intérêt. Ils affectent les étudiant·e·s, et particulièrement au Québec. On décortique pourquoi c'est encore plus le cas ici que dans les autres provinces. (p. 18) Et ce n'est pas parce que vous êtes le chef de la police montréalaise que vous êtes à l'abri du vol de vélo. Ce fléau est-il aussi omniprésent à l'UdeM que dans le reste de la métropole ? (p. 22)

Pour adoucir un peu cette lecture, partez à la découverte du nouveau campus de l'UdeM à Brossard (p. 8), dont les photos ornent également le sommaire et la couverture. ♦



Quartier Libre

DIRECTEUR DE RÉDACTION

Patrick MacIntyre | directeur@quartierlibre.ca

RESPONSABLES DE SECTION

CAMPUS | Florence Aquilina

campus@quartierlibre.ca

CULTURE | Farah Mekki

culture@quartierlibre.ca

SOCIÉTÉ | Mohammed Aziz Mestiri

societe@quartierlibre.ca

PHOTO DE LA UNE | Juliette Diallo

COLLABORATEUR·RICE·S

Lou Andrysiak

Jean Corrieras Mur

Adèle Demorgon

Anais Fleury

Sarah Gentil

Camille Gondran-Tellier

Sabrina Lakhouch

Eli Laporte

Raphaël Massoud

Marie-Pier Ouellet

Inès Pahaut

Jean-Philippe Pilote

Mathias Poisson

Emmalie Ruest

Mandana Sadeghipour

Juliette Straet

Jean-Daniel Tessier

Photographe | Juliette Diallo

Illustratrice | Alizée Royer

Infographiste | Alexandre Vanasse

Correctrice | Gaëlle Vernier-Brunet

Révisure | Alexia Boyer

Publicité | Accès-Média | accesmedia.com

Impression | Hebdo-Litho

Pour nous joindre | Tél. : 514 449-4422

info@quartierlibre.ca | www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le magazine indépendant des étudiant·e·s de l'Université de Montréal publié par Les Publications du Quartier Libre inc., une corporation sans but lucratif créée par des étudiant·e·s en 1993. Édité six fois par année universitaire, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.

Tirage : 3000 exemplaires.

Nos bureaux sont situés au
3200, rue Jean-Brillant (local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

Prochaine parution | 1^{er} novembre 2023

PAR PATRICK MACINTYRE

BLOCAGE META : ÇA VOUS AFFECTE ?

Depuis le 1^{er} août dernier, les nouvelles des médias canadiens sont bloquées sur les plateformes Facebook et Instagram. Ce blocage est une réaction du groupe propriétaire Meta envers l'adoption de la loi C-18 par le gouvernement fédéral. La législation demande en effet aux géants du numérique de partager les revenus publicitaires générés par la diffusion de contenu d'information produit par les entreprises de presse canadienne. *Quartier Libre* a sondé la communauté étudiante, pour savoir si leur consommation des nouvelles a changé.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE-PIER QUELLETTE ET RAPHAËL MASSOUD

Photos : Marie-Pier Quellette



MEAGHAN LUTTRELL
Étudiante en droit

« J'utilise beaucoup les réseaux sociaux pour m'informer. Ce que j'ai remarqué, c'est que je suis moins au courant des faits divers. Tout ce qui se passe à Montréal, c'est de là que je trouvais ça. »



GENEVIÈVE GRATTON
Étudiante en cinéma

« Personnellement, je n'ai rien remarqué et je ne sais pas si ça a changé mes habitudes non plus. Avant que tu en parles, je ne le savais pas, c'est une surprise en ce moment ! »



VALÉRIE CHARRETTE
Étudiante en travail social

« Ça m'aidait d'avoir accès à de l'information sur les réseaux sociaux, parce que je n'ai pas nécessairement le temps de passer par les plateformes, ou de lire le journal. Ça allait plus vite, et je pouvais voir ce qui se passait dans l'actualité et sélectionner ce qui m'intéressait. J'en consomme beaucoup moins, désormais. »



SOPHIA NARLOCH
Étudiante en médecine

« Moi, je trouve que sur les médias sociaux, il y avait trop d'informations par rapport à plein de choses, donc c'est peut-être bien que chacun aille chercher ce qu'il veut, qu'il aille chercher ses sources, à la place d'en recevoir. »



WILLIAM HOSSEIN
Étudiant·e en communication

« J'ai l'impression que je m'informe plus avec les médias internationaux, ou juste en ayant des conversations, que ce soit à l'université, avec des gens ou mes proches. Ma consommation sur les réseaux sociaux, ce n'est maintenant plus autant pour m'informer, mais plus pour me divertir. »



DAVID PARADIS
Étudiant en éducation des sciences au secondaire

« Meta, ou Facebook, je ne les utilise vraiment pas, parce que depuis plusieurs années, justement, ce n'est plus une source de contenu par laquelle je cherchais beaucoup d'information, surtout depuis tous les problèmes de vols d'identité. Je me suis beaucoup éloigné de ces sites là. »



ROSALIE TURGEON
Étudiante en éducation physique et de la santé

« Je n'ai pas trop remarqué, ça m'est arrivé quelques fois de cliquer sur un article et c'était bloqué. Sinon, c'est vrai que je ne vois plus autant de nouvelles. »



MATHIEU CÔTÉ
Étudiant en droit

« Je trouve que les médias sociaux te montrent ce que tu veux voir. Moi, déjà, je n'allais pas y chercher mes informations, parce que je sais qu'ils ne vont me montrer qu'un côté, alors que c'est beaucoup plus intéressant d'avoir plusieurs perspectives. »

JOURNALISTE DANS L'ÂME

De passage à l'UdeM récemment pour recevoir son diplôme d'honneur de la Faculté de l'éducation permanente (FEP), la journaliste Tamara Altéresco en a profité pour livrer ses états d'âme sur le métier qu'elle aime tant, mais, surtout, pour prodiguer des conseils aux aspirants journalistes.

PAR PATRICK MACINTYRE EN COLLABORATION AVEC LA FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Celle qui « *découpait des reportages radio au couteau* » à Sudbury en début de carrière, puis préparait des « *reportages à la verticale* » sur TikTok en Russie jusqu'à tout récemment, est bien placée pour discuter de l'évolution de la profession. « *Le métier a mauvaise presse dans certains coins du monde, même chez nous, affirme la journaliste Tamara Altéresco. Mais c'est un métier essentiel à l'heure où tout le monde peut donner son opinion, où beaucoup peuvent se prétendre journalistes.* »

« *Je traite toutes les histoires de la même façon, qu'elles soient en Russie ou à Laval.* »

Tamara Altéresco

À l'image du métier, le certificat a changé. La nouvelle mouture de la formation offerte par la FEP s'appelle maintenant « *Certificat en journalisme multiplateforme* ». Toutefois, des constantes restent, assure Mme Altéresco. Parmi elles, les « *règles de base* » que sont la rigueur, l'objectivité, et, surtout, la crédibilité.

De « mauvaise élève » à Radio-Canada

La journaliste chevronnée est cependant d'avis que « *les rouages du journalisme s'apprennent sur le terrain, pas en salle de classe* ». Peut-être est-ce son dédain avoué pour les études qui la mène à faire cette déclaration. L'école reste effectivement « *un passage obligé* » aux yeux de Mme Altéresco. « *Je n'aimais pas l'école, je n'étais pas bonne élève*, avoue-t-elle. *Je pense que les religieuses qui m'enseignaient sont très étonnées de me voir à la télé.* »

Elle a d'ailleurs essuyé un refus lors de sa première tentative d'adhésion à un programme en journalisme, celui « *très contingenté* » de l'Université Concordia. Déçue, elle s'est alors tournée vers une mineure en histoire au sein



Tamara Altéresco, à l'occasion de la remise de son diplôme d'honneur de la FEP le 22 août dernier.

Photo (Courtoisie | FPEQ)

du même établissement. Elle explique que l'histoire est l'une des rares matières qu'elle appréciait à l'école secondaire, principalement en raison de sa professeure, Suzanne Spagnol, qui « *transportait les gens quelque part* » à l'aide d'anecdotes et d'images.

Avec le recul, c'est ce désir profond d'être témoin de l'histoire et de la raconter qui l'a menée où elle se trouve aujourd'hui.

Déterminée à poursuivre sa « *destinée* », Mme Altéresco s'est donc inscrite au certificat en journalisme de la FEP en 1995, après un passage en marketing à HEC Montréal. « *D'aussi loin que je peux me rappeler, je voulais être journaliste* », précise-t-elle. La voici ainsi enfin

au bon endroit. Son stage chez Radio-Canada, à Sudbury, en Ontario, lui a permis d'obtenir les trois derniers crédits de son certificat.

Conseils

Depuis ce stage, elle n'a plus quitté le diffuseur public, qui lui a donné l'occasion de vivre des expériences professionnelles aussi diverses qu'impressionnantes. Elle réalise aujourd'hui qu'elle est une journaliste de terrain dans l'âme, mais elle ne discrédite pas pour autant ses autres expériences. Ses cinq années sur la Colline parlementaire à Ottawa n'étaient pas les plus « *palpitantes* », mais elles lui ont tout de même été utiles.

Elles lui ont permis de comprendre le fonctionnement du gouvernement, compétence essentielle à ses yeux, et de réaliser son intérêt pour le terrain. « *Chaque étape d'une carrière de journaliste est formatrice et nous amène ailleurs* », estime Mme Altéresco.

L'un de ses premiers conseils aspirants-journalistes est de ne regarder aucune possibilité de haut. « *J'entends des jeunes dire qu'ils n'iraient pas à certains endroits*, souligne-t-elle. *Déjà qu'il n'y a pas beaucoup d'opportunités, se déplacer en région peut être un pied d'entrée direct dans le métier. Go, n'hésitez pas !* »

Alors que la journaliste se remémore ses expériences, un autre conseil lui vient à l'esprit. « *Je traite toutes les histoires de la même façon, qu'elles soient en Russie ou à Laval* », déclare-t-elle.

Celle qui a l'habitude de tenir le micro affirme justement que de s'effacer permet de mieux raconter les histoires. « *Il faut aussi être empathique, parce que notre réalité n'est qu'une petite fraction de ce que la planète vit*, précise-t-elle. *Cette empathie nous permet de poser les bonnes questions.* » ♦

À NOTER : *Quartier Libre* a reçu une contribution financière de la Faculté de l'éducation permanente pour produire cet article.

MULTIPLATEFORME, TOUT HORIZON

Michaël Nguyen est le président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ). Il a accepté de donner une entrevue sur son parcours et sa vision de la presse contemporaine ainsi que d'expliquer comment le certificat en journalisme de l'UdeM l'a préparé au métier.

PAR MOHAMED AZIZ MESTIRI EN COLLABORATION AVEC LA FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

«**A**vec Internet, je ne suis plus en compétition contre La Presse ou Radio-Canada, je suis en compétition avec des vidéos de chats », exprime celui qui couvre les affaires judiciaires depuis maintenant 12 ans pour le *Journal de Montréal*. La diffusion de l'information a grandement changé depuis le début de sa carrière, après l'obtention de son diplôme en 2010. Exposé à un volume constant de contenu sur le Web, le lectorat accorde moins d'attention aux contenus médiatiques. « *Le temps de lecture a chuté drastiquement*, constate M. Nguyen. *Il y a dix ans, il était en moyenne de neuf à dix minutes. Maintenant, c'est d'une à deux minutes.* ».

L'écriture doit donc captiver au plus vite le lecteur-riche et présenter l'humain au cœur de la nouvelle, un acquis du certificat que le journaliste nomme parmi les plus marquants. « *Pour avoir une carrière, c'est important de rester humble* », cite-t-il aussi, confirmant que le métier est un de techniques, mais aussi d'entregent.

« *L'information est un bien essentiel, mais c'est le seul bien essentiel que personne n'est obligé de consommer* », décrit M. Nguyen quant à l'éternel défi de la presse. L'heure est au journalisme multiplateforme, où un même reportage se décline sous forme écrite, radio-phonique et télévisuelle, le tout sur les plateformes numériques, et parfois réalisé par une seule et même personne. M. Nguyen a choisi de mettre tous ses œufs dans le panier de l'écriture, ce qu'il ne recommande pas à la relève.

Si les médias traversent une mauvaise période en ce moment, il se tourne vers l'histoire du journalisme, telle qu'enseignée au certificat, pour se montrer optimiste. « *Tous les journalismes sont encore là, alors qu'on disait que la télé allait tuer la radio et l'écrit, et que le Web allait tuer la télé* », illustre-t-il.

Le blocus des nouvelles de médias canadiens sur les plateformes de Meta n'annonce pas tant le retour du papier que l'importance de revenir à



Michaël Nguyen a reçu la bourse Arthur-Prévoist en 2012, pour récompenser le début de sa carrière.

Photo | Courtoisie | FPJQ

la source, toutes plateformes confondues : allumer sa radio ou sa télé, aller à même les sites Internet et sur les applications des journaux.

Pour M. Nguyen, l'une des forces du certificat réside aussi dans les profils des étudiant-e-s qu'il rassemble. « *Tout le monde avait un background de vie*, souligne-t-il. *C'est une force, car les gens qui sortent du certificat sont plus matures.* »

Cheminement

M. Nguyen a choisi le métier pour poursuivre un rêve d'adolescence, après sa rencontre à l'âge de 14 ans avec le père d'une amie. « *Elle se plaignait qu'il avait une telle obsession pour son*

métier que finalement, il avait divorcé », se souvient-il.

Il s'est longtemps cherché, après avoir titubé en management à l'Université McGill, pour ensuite effectuer une mineure en philosophie puis une autre en littérature française à l'UdeM. Cinq ans après le début de son parcours universitaire, alors âgé de 24 ans, il s'inscrit au certificat en journalisme et renoue avec son rêve d'adolescent.

Son parcours l'a finalement servi de manière inattendue sur le terrain. Le journaliste judiciaire crédite sa formation en philosophie, qui lui permet de saisir le raisonnement des juges, ainsi que celle en littérature, pour comprendre le style judiciaire des documents.

Annoncer à ses proches qu'il se lançait en journalisme, un métier peu réputé pour sa stabilité financière, a été un défi. « *Je viens d'une famille vietnamienne de classe ouvrière*, explique-t-il. *Dire à mes parents que je rentrais en journalisme, quand mon frère et ma sœur sont médecins, eh bien ça prenait du caractère !* » Les réalités de classes sociales sont une « *barrière solide* » d'accès au journalisme, avance M. Nguyen.

Pour attirer des profils de plusieurs milieux économiques et culturels, « *il faut montrer, dès l'école secondaire, que c'est viable de faire du journalisme* », soutient-il. « *Comment prétendre être la voix de la société, quand la salle de presse ne reflète pas sa composition ?* », poursuit-il.

C'est un défi d'image, mais aussi une opportunité de faire émerger des sujets inédits de reportage. Toutefois, tout un chacun a sa place pour pouvoir comprendre et raconter des situations qu'il ne vit pas, précise M. Nguyen. « *La base du journalisme, c'est être capable de parler de ce qu'on ne connaît pas* », insiste le président de la FPJQ. ♦

À NOTER : *Quartier Libre* a reçu une contribution financière de la Faculté de l'éducation permanente pour produire cet article.

NOUVELLE ADRESSE SUR LA RIVE-SUD

Une première rentrée s'amorce pour le campus de l'UdeM à Brossard. Officiellement inauguré en mars dernier, celui-ci s'ajoute à la liste des campus satellite de l'établissement. Désormais accessible par le Réseau express métropolitain (REM), il propose une variété de programmes atypiques, le tout dans des espaces modernes et technologiques.

PAR SABRINA LAKHOUC

L'offre du campus de Brossard se veut diversifiée. Il propose en effet aux étudiant-e-s des programmes peu traditionnels tels qu'un certificat en technologie et innocuité des aliments, un autre en gérontologie ou encore un microprogramme de deuxième cycle en leadership et gestion des services infirmiers. D'une superficie de 3 500 m², il compte 12 salles de cours, des laboratoires de réalité virtuelle, d'autoproduction et de captation vidéo, un laboratoire techno-pédagogique pour les étudiant-e-s en sciences de l'éducation, ainsi qu'un vaste auditorium de 125 places. Mais qu'en pensent réellement ses étudiant-e-s ?

Nouveauté et modernité

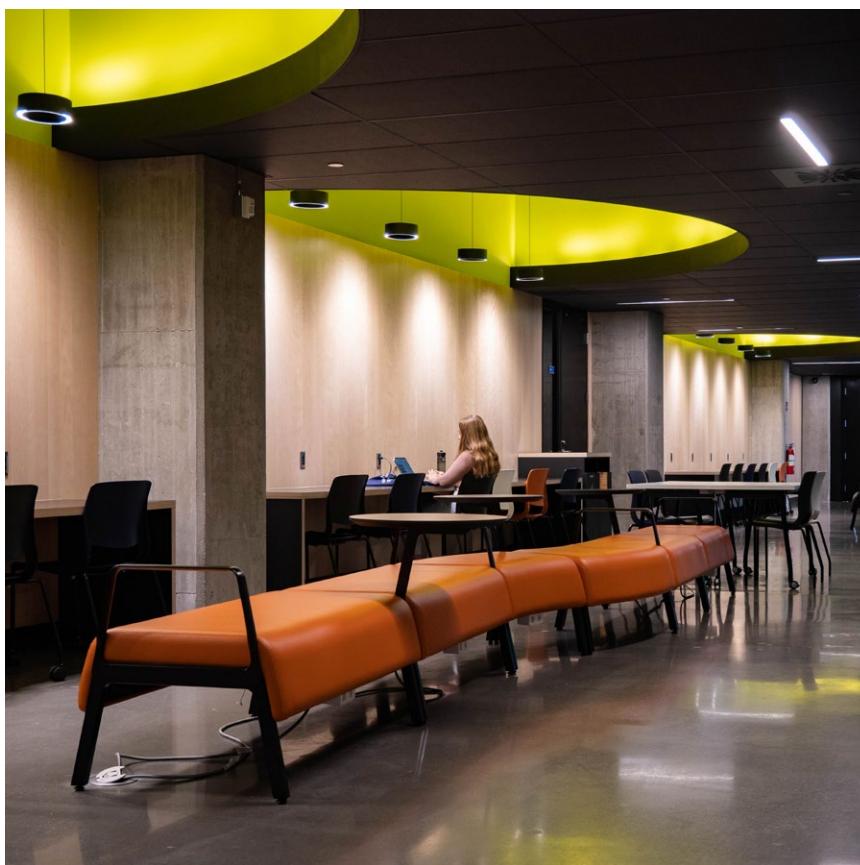
L'étudiant de première année à la mineure en arts et sciences Andrew Pearson et l'étudiante de première année au certificat en criminologie Naomie Paquette font partie des 600 étudiant-e-s qui s'y rendront cette session. Ces dernier-ère-s vivent leur première rentrée universitaire sur le campus.

« Les classes sont grandes et les outils technologiques paraissent plus avancés, je trouve que c'est vraiment une touche de nouveauté dans l'Université de Montréal. »

Naomie Paquette

Étudiante de première année au certificat en criminologie

Les locaux comprennent deux grandes agoras réparties sur les deux étages du campus. Pour Andrew Pearson, ces dernières représentent des espaces agréables d'étude et de repos et proposent une vue dégagée de la ville de Brossard. « Comparé au campus de la



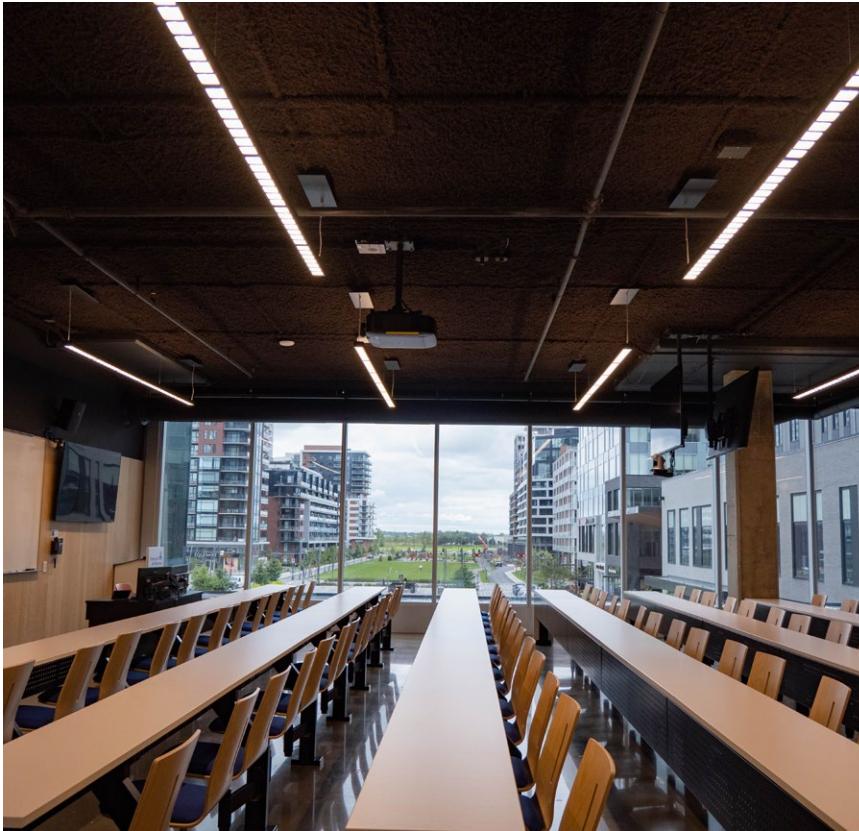
Le campus de Brossard est doté de plusieurs espaces communs spacieux pour étudier.

montagne, celui de Brossard est plus lumineux grâce aux baies vitrées, on est au bord de l'autoroute, donc on s'y sent beaucoup moins renfermé », mentionne-t-il.

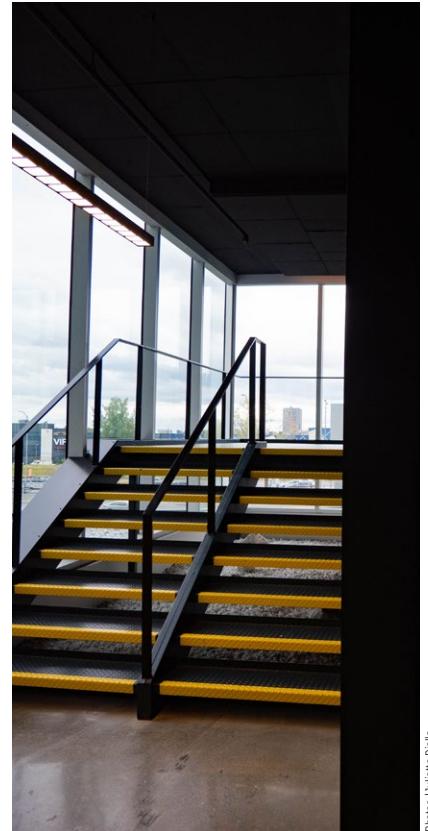
Les nombreux ascenseurs et panneaux d'indications contribuent à un accès plus simple aux locaux et aux salles de classe. Ces dernières incluent plusieurs écrans télévisés qui favorisent l'attention et la concentration des étudiant-e-s, surtout pour celles et ceux qui se retrouvent au fond de la salle. « Je trouve que c'est vraiment une touche de nouveauté dans l'Université de Montréal », déclare Naomie Paquette.

Cette « touche de nouveauté » charme les nouveaux-elles étudiant-e-s, qui n'hésitent pas à revenir sur le campus en dehors de leurs périodes de cours. « C'est un bel endroit, et puis ça me permet aussi de juste venir étudier et réviser ici sans forcément suivre de cours », poursuit Andrew Pearson.

Pour certain-e-s, l'ensemble de cette architecture sophistiquée octroie au campus de Brossard un aspect plus professionnel. « Ici, au campus de Brossard, ça fait plus bureau, plus professionnel », affirme Naomie Paquette. Son avis appuie justement la mission du campus.



Le campus de l'UdeM à Brossard a été inauguré le 24 mars dernier en présence de la ministre de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry, de la mairesse de Brossard, Doreen Assaad.



Le campus de l'UdeM à Brossard se démarque notamment par ses locaux modernes et, son accès direct à la station Du Quartier du REM.

Photos: Juliette Dialo

Professionaliser

Les formations offertes sur le campus priorisent un accès plus rapide au marché du travail grâce à des programmes courts davantage orientés vers la pratique. « *C'est pour ça que l'on a privilégié ces programmes-là, de manière à combler les besoins de main-d'œuvre dans les meilleurs délais possibles.* », explique la directrice du Bureau de l'enseignement régional de l'UdeM, Christelle Chalono.

Le campus de Brossard est également un moyen commode pour les professionnel-le-s, de se retrouver sur les bancs de l'université tout en gardant la possibilité de concilier études, travail et, dans certains cas, vie familiale. Grâce à des cours aux horaires flexibles, l'Université permet à sa communauté de profiter de plusieurs options d'enseignement favorables aux situations personnelles et professionnelles de chacun-e. « *C'est beaucoup plus pratique et adaptable à la communauté des environs, comme de plus loin* », estime Mme Chalono.

Accès via le REM

Si une partie des étudiant-e-s préfère se rendre sur le campus de Brossard en voiture, pour d'autres, la question ne se pose pas : le REM demeure la nouvelle meilleure option. Inauguré le vendredi 28 juillet dernier,

le métro léger joue un rôle majeur pour le nouveau campus. « *Je pense que l'atout d'avoir le REM à proximité du campus de Brossard va optimiser à la fois la présence étudiante et leurs déplacements* », souligne Mme Chalono.

Le nouveau métro léger permet d'accéder au campus en une quinzaine de minutes à partir de la station Gare Centrale, située près du métro Bonaventure. Une passerelle mène directement de la station Du Quartier du REM à la porte d'entrée du campus à Brossard.

L'avenir du campus et de ses étudiant-e-s

Si les salles sont actuellement prêtes à accueillir les étudiant-e-s, les programmes offerts sont quant à eux encore en cours de déploiement. « *On prévoit graduellement d'ici cinq ans d'atteindre 2 500 inscrits* », précise Mme Chalono.

Le campus de Brossard garde ses portes ouvertes pour les curieux-euses qui souhaitent visiter les locaux. En plus de représenter l'UdeM en région, il a également comme ambition d'incarner un moyen de reprendre goût aux études et d'améliorer ses perspectives de carrières. « *Maintenant, je ne peux qu'inviter tous et toutes à venir passer un petit moment sur place pour s'en rendre compte* », suggère Mme Chalono. ♦



L'UdeM Brossard figure parmi les sept campus décentralisés de la métropole.

LA PURGE, UN DEVOIR DE MÉMOIRE

Le 16 septembre dernier, ICI Radio-Canada Télé a diffusé un documentaire qui revient sur la politique discriminatoire opérée contre les personnes LGBTQ2S+ par le gouvernement fédéral sur le territoire canadien entre 1950 et 1992. L'occasion pour *Quartier Libre* de se pencher sur les enjeux actuels de cette communauté, encore trop invisibilisée.

PAR FARAH MEKKI, AVEC LA COLLABORATION DE LOU ANDRYSIAK ET D'ANAÏS FLEURY

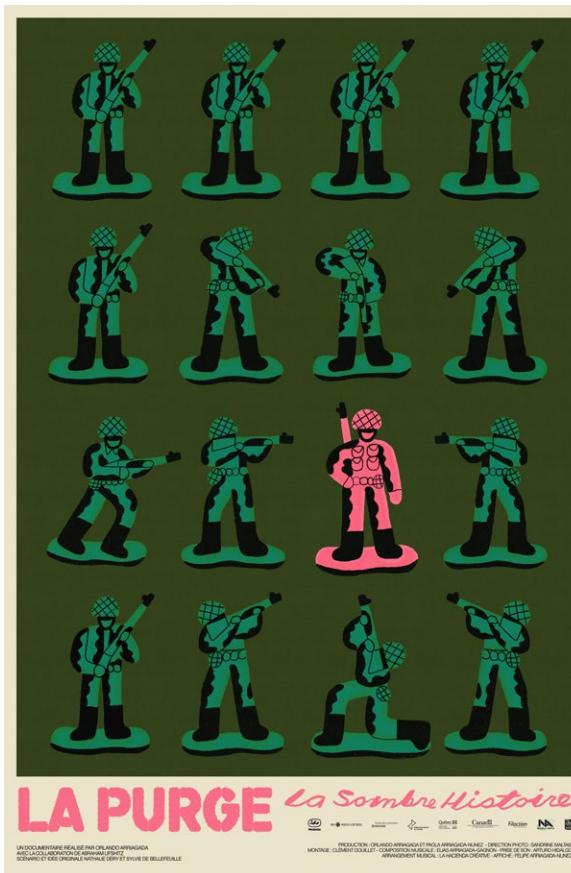
« Pour l'oppression des communautés lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers et bispirituelles, nous présentons nos excuses. Au nom du gouvernement, du Parlement et de la population du Canada : nous avions tort. Nous sommes désolés », a déclaré Justin Trudeau, le premier ministre canadien lors d'un discours à la Chambre des communes le mardi 28 novembre 2017. Devant une salle comble et émue aux larmes, ce dernier a demandé pardon à des milliers de fonctionnaires, militaires et citoyen-ne-s canadien-ne-s. Ces personnes avaient un point commun : toutes étaient des victimes de la purge, une politique fédérale de répression anti-LGBTQ2S+ mise en place dans les années 1950 par le gouvernement canadien.

Dans son documentaire *La Purge*, le réalisateur Orlando Arriagada revient sur cette période sinistre de l'histoire du pays et présente les visages et témoignages d'hommes et de femmes, survivant-e-s.

Un sombre pan de l'histoire nationale

Le documentaire de M. Arriagada s'articule autour de trois témoignages bouleversants : ceux d'un homme et de deux femmes membres des forces armées canadiennes. Dans les années 1950, en plein contexte de Guerre froide, la sécurité intérieure du gouvernement fédéral canadien émet des inquiétudes quant à la potentielle menace d'espionnage soviétique.

La communauté LGBTQ2S+ est alors pointée du doigt car considérée, à l'époque, comme



Affiche officielle du documentaire « La Purge », diffusé sur ICI-Télé le 16 septembre.

subversive sur les plans politique et social. Les rapports sexuels et amoureux entre personnes du même genre et toute activité pouvant y conduire sont considérés comme illégaux et les personnes LGBTQ2S+ ne sont pas protégées par les lois relatives aux droits de la personne. « J'ai donné ma vie aux forces armées, mais elles m'ont rejetée comme un vulgaire déchet [...] je leur en veux autant qu'en 1978 », déclare dans

le documentaire Lucie Laperle, témoin. Le récit qu'elle relate dans le documentaire fait écho à ceux des deux autres intervenants, Martine Roy et Steven Deschamps, également humiliés et limogés par l'armée canadienne, en raison de leur homosexualité.

« La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a surveillé tous les citoyens canadiens pour identifier les homosexuels », explique l'avocat principal du recours collectif sur la purge, Douglas Elliott. Une politique de surveillance massive se met donc en place au Canada à l'époque. Agents gouvernementaux, hauts gradés de l'armée, soldats... Finalement, près de 30 000 citoyen-ne-s canadien-ne-s sont fichés, dont 9 000 employé-e-s fédéraux et membres des forces armées. Une politique « nécessaire pour la sécurité nationale et pour les mœurs des soldats », justifiée par le gouvernement de Pierre-Elliott Trudeau. Résultat : nombreux sont les employé-e-s du gouvernement à subir des interrogatoires forcés, souvent violents et humiliants.

« C'était une expérience au-delà du réel, ils te font te sentir sale », relate Mme Roy, encore traumatisée par l'expérience. L'ancienne soldate s'est vue kidnappée par les services de renseignements fédéraux, puis interrogée des heures durant. Mme Laperle a quant à elle été violée par son chef d'état-major, puis envoyée dans un hôpital psychiatrique, avant d'être congédiée de l'armée en 1978.

S'ensuivent alors, pour les survivant-e-s de la purge, les troubles addictifs, la dépression et les idées noires. « J'étais dévasté, déprimé,

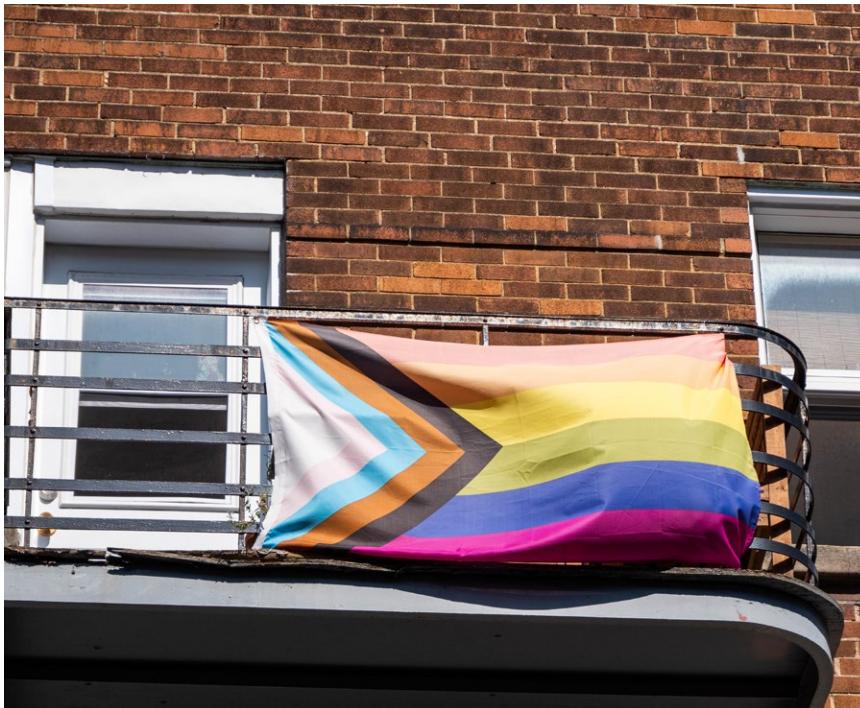


Photo | Juliette Dialo

Cette année, la Marche des Fiertés a regroupé plus de 15 000 personnes à Montréal.

perdu, j'ai hésité à me suicider », confie M. Deschamps, au bord des larmes. Mmes Roy et Laperle ont respectivement sombré dans l'héroïne et l'alcool, avant d'intégrer un centre de désintoxication pour l'une et de tenter de s'engager de nouveau pour l'autre.

En 1992, le journaliste d'investigation canadien Dean Beeby dévoile l'affaire au grand jour. L'opinion publique et une partie du gouvernement s'insurgent, la purge prend officiellement fin. Pour les principales personnes concernées, les conséquences traumatiques de cette politique systémique discriminante restent.

Un devoir de mémoire essentiel

En illustrant cette sombre période de l'histoire canadienne, M. Arriagada expose les conséquences et souffrances infligées aux membres de la communauté LGBTQ2S+ et tente de sensibiliser le public aux problématiques auxquelles celle-ci est confrontée et continue de l'être.

Pour le professeur adjoint au Département des littératures de langue française de l'UdeM Alex Noël, spécialiste de la mémoire « queer », le documentaire d'ICI Radio-Canada Télé trouve son importance dans la pérennisation mémorielle de cette période historique. « Les personnes marginalisées ont souvent occupé les angles morts de l'histoire et leur mémoire est peu consignée », explique à Quartier Libre le chercheur. Malheureusement, lorsque l'on s'intéresse aux communautés marginalisées, on fait souvent face à une absence de documentation ou même parfois de preuves. » Ce devoir

de mémoire apparaît alors comme essentiel puisqu'il vise, parfois, à « effacer les mensonges des institutions ».

Si certaines personnes s'intéressent à la documentation pour effectuer ce travail de mémoire, d'autres se tournent vers l'activisme, à l'image de Mme Roy, fondatrice de « Fierté au travail Canada ». Une organisation qui lutte pour une inclusion de la communauté LGBTQ2S+ dans le monde professionnel. Celle-ci a été l'une des premières initiatrices du lancement d'un recours collectif contre le gouvernement fédéral pour obtenir réparation. « Plus d'une centaine de personnes sont venues témoigner, se souvient M. Eliott. Une compensation financière gouvernementale était attendue, mais avant tout, des excuses. » Finalement, l'avocat et les survivant-e-s obtiennent gain de cause. En 2017, le gouvernement Trudeau présente ses excuses aux victimes de la purge et les indemnise à hauteur de 145 millions de dollars. « Le gouvernement a gâché ma vie, s'indigne M. Laperle en sanglots. Ce ne sont pas les petites excuses de Trudeau et l'argent que j'ai reçu qui vont changer ça. »

Des enjeux sécuritaires encore d'actualité

Moins de 30 ans après la fin de cette sinistre période historique, les droits LGBTQ2S+ ne sont toujours pas à considérer comme acquis. « Même à notre époque, l'avancée des droits des personnes marginalisées n'est pas si certaine », prévient M. Noël. Un point de vue que partage Alice*, étudiante lesbienne de

l'Université de Montréal. « Ce n'est finalement pas si étonnant qu'une telle politique ait pu être mise en place au Canada, l'enjeu sécuritaire de la communauté LGBTQ2S+ est toujours d'actualité, et ce, partout et en permanence, explique-t-elle. Chaque geste d'affection public est précédé d'un réflexe, celui d'observer si je suis en sécurité ou non. »

Pour cause, l'étudiante a déjà vécu des agressions homophobes. « Une fois, alors que je tenais la main de ma petite-amie dans la rue, un homme qui arrivait face à nous l'a volontairement bousculée, puis lui a craché dessus », poursuit-elle.

Ce témoignage choquant est pourtant loin d'être isolé selon la personne trésorière du regroupement étudiant de soutien à la communauté LGBTQ2S+ à l'UdeM, l'Alternative, Julien Guévremont, également étudiant-e en santé publique. « Les attaques envers la communauté LGBTQ2S+ sont loin d'être rares, soupire Julien. Notre local associatif au cégep a été vandalisé et des insultes homophobes et transphobes ont été taguées sur les murs. » D'après Julien, le manque de visibilité et la montée de l'homophobie au sein de la société représentent des enjeux majeurs pour la communauté LGBTQ2S+, une information confirmée par *La Presse*. En mars dernier, le quotidien québécois a dévoilé que le Canada dénombre « presque 361 projets de loi anti-LGBTQIA+ déposés par les législateurs à la Cour suprême américaine depuis le début de l'année 2023. »

Ce nombre surpasse, pourtant, le total de l'année précédente. « D'où l'importance de continuer de militer, d'être visible et d'aller à la Marche des Fiertés », ajoute Julien. Cette année, le Défilé de la Fierté de Montréal a réuni près de 15 000 personnes. Un chiffre record qui prouve bien que la lutte des droits pour la communauté LGBTQ2S+ est toujours d'actualité. ♦

* Le prénom de l'étudiante a été modifié afin de respecter son anonymat.



L'Alternative est un regroupement pour les étudiants LGBTQIA2S+ à l'Université de Montréal.

L'UdeM PRÉSENTE L'OPÉRA DE L'AVENIR

Du 5 au 23 septembre derniers, la Galerie de l'Université de Montréal a proposé l'exposition *Constructions opératiques*. Elle visait à dépoussiérer l'opéra en présentant quatre créations inédites faisant appel à la réalité augmentée (RA) pour explorer comment faire évoluer cet art centenaire.

PAR JEAN-PHILIPPE PILOTE ET JEAN-DANIEL TESSIER

L'opéra est un art qui peut sembler difficile d'accès, voire figé dans le temps. *Constructions opératiques* visait justement à actualiser cette discipline et à renouveler sa pertinence en 2023.

L'exposition s'ouvre sur un premier volet qui présente deux opéras, *Vassilis de Méolphe*, et *Racines*, créés dans le cadre d'un séminaire donné en 2019 par la compositrice et professeure à l'UdeM Ana Sokolović. L'auditoire présent écoute la composition, tandis que des esquisses abstraites censées représenter la mélodie apparaissent à l'écran. Les œuvres présentées explorent les thèmes communs de la mort, du deuil et de la transmission du savoir.

Ce premier volet, malgré sa forme artistique traditionnelle, a pour particularité de rassembler des spécialités artistiques variées, dans le but de « réunir les forces en art, en musique, en écriture et en design des étudiants de l'UdeM pour faire avancer cette forme d'art qu'est l'opéra », explique Mme Sokolović.

L'union fait la force

Dans un esprit d'interdisciplinarité, tous les opéras présentés sont développés par des étudiant-e-s des facultés d'aménagement, de musique et des arts et sciences de l'UdeM.

Traditionnellement, un opéra est d'abord écrit par un-e librettiste, puis retranscrit musicalement par un-e compositeur-riche, avant d'être mis en scène. *Constructions opératiques* se distingue ainsi des façons de faire habituelles de l'opéra. Le mariage des diverses disciplines permet d'entrevoir le vaste potentiel de la création d'opéras contemporains. La commissaire de l'exposition, Marie-Josèphe Vallée, également professeure à l'École de design industriel de l'UdeM, décrit que « dès le début du processus, les interactions et l'influence que



L'exposition résulte de la collaboration entre les facultés d'aménagement, de musique et des arts et sciences de l'UdeM.

Photo | Juliette Diablo



Le public se trouve plongé dans la réalité augmentée lors du deuxième volet de l'exposition.

Photos: Juliette Daibo

les disciplines exerçaient entre elles ont permis un enrichissement et une complémentarité intéressante. »

De son côté, la finissante au baccalauréat en design d'intérieur Catherine Coulombe, qui a participé à l'exposition, explique que travailler à plusieurs « comporte son lot de défis, mais c'était super de procéder en cocréation dès le début du processus ». Elle poursuit : « c'était une façon de créer qui était encore plus libre et qui permettait d'aller plus loin dans la création, puisque chacun pouvait mettre son grain de sel. »

Opéra 2.0

Le deuxième volet de l'exposition demande au public d'être actif et de plonger dans deux œuvres à l'aide de la réalité augmentée, au moyen d'une tablette électronique et d'écouteurs à conduction osseuse.

L'une des œuvres de ce volet, *Following Comprehensive Analysis, Cause of Death of Montreal's Humpback Remains Undetermined*, est un court opéra inspiré de l'histoire du rorqual à bosse, une baleine retrouvée morte près de Varennes en 2020.

L'auditoire se retrouve ainsi au pied du pont Jacques-Cartier, à l'heure où le soleil se couche sur le centre-ville de Montréal. Des personnes rassemblées pleurent la mort de l'animal, alors qu'un collage des manchettes résonne. Grâce à la réalité augmentée, entrer à l'intérieur du cétacé, et entendre son cri de désarroi deviennent possible.

L'étudiant en maîtrise en cinéma Emmanuel Campeau a participé à la conception de l'œuvre, et cette expérience a élargi ses horizons sur la diversité des genres d'œuvres dans la création. Catherine Coulombe partage également ce point de vue et précise que « ce projet-là permettait d'aller loin dans l'artistique et dans le créatif, que ça ouvre des portes dans d'autres dimensions ».

Du virtuel au réel

Le troisième volet propose « un retour à l'espace concret ». Une maison dans la main, présentée en réalité augmentée au chapitre précédent, se retrouve alors transposée dans l'espace réel. Le système de son Audiodice, composé de haut-parleurs multidirectionnels fournis par la Société des arts technologiques (SAT), entoure le public et le plonge au cœur de cet opéra.

Celui-ci raconte l'histoire d'un fils tentant de convaincre son père de fuir sa maison que des pluies diluviennes menacent d'inonder. Ainsi, le numéro explore comment une œuvre virtuelle pourrait se transposer dans un espace physique tout en conservant son caractère immersif. « On n'est plus dans ce rapport très officiel, frontal de l'auditoire avec la scène, souligne Mme Vallée. Il y a une proximité qui offre une forme de démocratisation. »

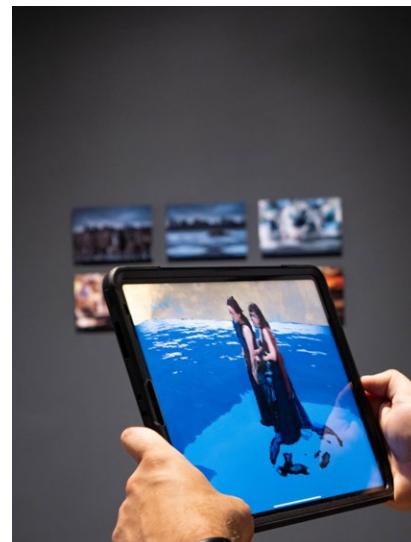
« Au départ, on cherchait à démocratiser l'opéra, à le faire entrer dans les maisons d'une façon qui ne soit pas très dispendieuse pour le public, explique Mme Sokolović. On

n'a pas besoin de casque ou de kit de réalité augmentée, on a seulement besoin d'un téléphone ou d'une tablette. » Elle ajoute que cette innovation pourrait rendre l'opéra accessible aux « personnes qui sont en région éloignée, malades, clouées au lit et à celles qui ne peuvent pas se permettre une sortie à l'opéra ». Les créations de *Constructions opératiques* pourraient d'ailleurs être proposées au grand public grâce au partenariat avec l'Opéra de Montréal.

Des thématiques actuelles

Mme Vallée estime que la création d'opéras contemporains permet d'explorer des thématiques actuelles dans cette forme d'art souvent associée à des pièces jouées et rejouées depuis des centaines d'années. À titre d'exemple, les opéras *La traviata* (1853), *Madame Butterfly* (1904) ou *Les noces de Figaro* (1786) continuent d'être mis en scène à Montréal et partout dans le monde.

La commissaire croit toutefois que s'identifier à des histoires contemporaines, comme celles mises en avant dans l'exposition, est plus facile. « Les nouvelles thématiques ouvrent la porte vers des perspectives, ça concerne davantage le commun des mortels si on aborde des sujets qui nous sont directement reliés », précise-t-elle. Que les deux créations du deuxième volet de *Constructions opératiques* touchent, au moins indirectement, à la question des changements climatiques, n'est sans doute pas anodin. La contemporanéité des thèmes du projet va de pair avec le choix de créer « des opéras avec des jeunes qui écrivent les livrets, qui composent la musique et qui chantent pour rendre l'opéra pertinent pour les nouvelles générations », s'enthousiasme Mme Sokolović, ravie du résultat. ♦



Le dernier volet de l'exposition cherche à imaginer comment des œuvres virtuelles peuvent être adaptées à l'espace concret, tout en conservant leur caractère immersif.

PRÉPARATION MENTALE : L'ATOUT DES CARABINS

Un esprit sain dans un corps sain ? Si la préparation physique est un incontournable du sport de haut niveau, qu'en est-il de la préparation mentale ? Cet aspect méconnu de l'entraînement des athlètes est aujourd'hui essentiel pour améliorer ses performances sportives, et l'UdeM l'a bien compris.

PAR ADÈLE DEMORGON ET JULIETTE STRAET



Photo: Juliette Dialo

Les consultant-e-s en préparation mentale des Carabins ne font pas partie de l'Ordre des psychologues du Québec, contrairement aux psychologues spécialisé-e-s en sport.

Depuis deux ans, l'UdeM propose un accompagnement en préparation mentale à toutes les équipes de Carabins. Ses architectes souhaitent le développer et le pérenniser.

« Malgré le talent et les capacités physiques, si le mental n'est pas optimal, cela amène une certaine limite », déclare la responsable de la performance mentale des Carabins, Sarah Brisson-Legault.

À la tête d'une équipe de six consultantes en préparation mentale, Mme Brisson-Legault supervise la préparation mentale des 23 équipes des Carabins. Elle est convaincue que ce domaine est incontournable pour atteindre un haut niveau en sport. Son expérience en tant qu'athlète, puis en tant que kinésiologue, lui a permis de comprendre

l'importance de cette discipline, pourtant longtemps sous-estimée.

« Cela a été une des
meilleures décisions que
j'ai prises depuis que
je suis chez les Carabins.
Elle a un impact assez
monumental. »

William Moylan

Directeur de sport d'excellence des Carabins

Le programme, qui alterne séances collectives et individuelles, a pour objectif de

fournir le meilleur environnement possible pour l'épanouissement et le bien-être des étudiant-e-s-athlètes, tant sur le terrain que dans leur vie quotidienne.

Le directeur du sport d'excellence des Carabins, William Moylan, ainsi que la directrice générale, Manon Simard, ont souhaité s'attaquer au volet humain de cet encadrement. « Cela a été une des meilleures décisions que j'ai prises depuis que je suis chez les Carabins, confie M. Moylan. Elle a un impact assez monumental. »

Aujourd'hui, l'UdeM est un précurseur dans le domaine. Pour M. Moylan, il est important de garder une longueur d'avance, car ce n'est qu'une question de temps avant que toutes les équipes universitaires du Québec disposent de programmes similaires.

Qu'est-ce que la préparation mentale ?

La préparation mentale est « *de la psychologie appliquée au sport* », explique Mme Brisson-Legault. Les préparateur·rice·s vont principalement travailler sur la confiance en soi, la concentration, la résilience et la gestion du stress. « *La psychologie du sport relève de la science, elle se base sur les dernières études, on n'émet pas d'opinion*, poursuit la préparatrice mentale. *Cette psychologie varie en fonction du sport pratiqué par l'étudiant et de son passé, ce n'est pas forcément la même chose pour tout le monde.* »

Elle estime que les étudiant·e·s sont « *la clientèle parfaite* » de par leur curiosité, leur maturité et leur motivation. Elle n'a jamais rencontré de personne complètement fermée à l'idée, même si certain·e·s athlètes mettent plus de temps que d'autres à voir les bénéfices des séances.

« *La préparation mentale, c'est nécessaire, pas juste pour les étudiants athlètes, mais de façon plus globale.*

C'est ce dont on a besoin comme planète et comme société. »

William Moylan

Directeur du sport d'excellence des Carabins

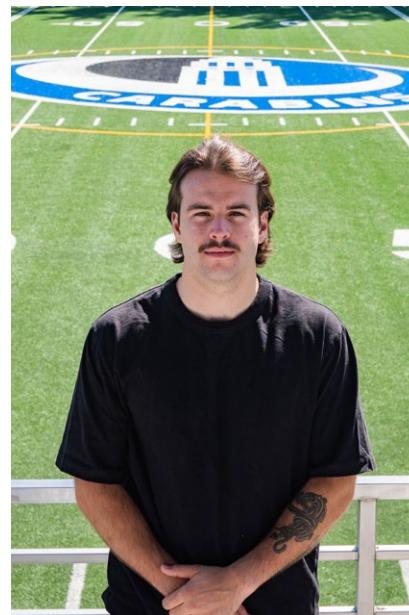
Plusieurs études et travaux sur la préparation mentale et la psychologie sportive mettent l'attention et la concentration comme points centraux du travail mental. « *Une bonne préparation mentale, ce n'est pas de contrôler ses pensées, c'est incontrôlable*, précise Mme Brisson-Legault. *C'est plutôt de contrôler où on met notre attention, dans quelle pensée on met notre attention, quelle pensée on choisit d'entretenir.* »

Devenir la meilleure version de soi-même

L'étudiant de troisième année au certificat de gestion d'entreprise Brandon Gourgon, receveur de l'équipe de football des Carabins, évoque un exercice qui l'aide à se préparer avant chaque match et même dans sa vie quotidienne : le 4-4-4. Le principe de celui-ci est de prendre une inspiration pendant quatre secondes, de la retenir quatre secondes, puis d'expirer pendant quatre secondes. Cette méthode l'amène à s'éclaircir les idées et se



Sarah-Brisson Legault est membre de l'Association canadienne de psychologie du sport, qui lui a décerné le Prix du jeune professionnel.



Bruno Lagacé remarque que lui et son équipe sont dans un meilleur état d'esprit en compétition.

concentrer sur la partie. Elle est l'un des nombreux exercices proposés par l'équipe de préparation mentale qui sont régulièrement utilisés par les joueurs.

L'impact du programme se fait sentir sur le terrain, témoigne l'étudiant en administration à HEC Montréal, Bruno Lagacé, demi défenseur chez les Carabins. « *Quand il y a de l'adversité dans un match, on est maintenant meilleur qu'avant pour aller de l'avant et revenir dans la partie* », relate-t-il. Le programme de préparation mentale a également aidé à faire évoluer le coaching. Les consultant·e·s en préparation mentale offrent un *safe space* aux athlètes et collaborent étroitement avec les entraîneur·euse·s pour mieux se coordonner quant aux besoins des Carabins. « *Je suis extrêmement reconnaissant du service qu'on nous offre*, ajoute Brandon Gourgon. *À mes yeux, ils en font déjà beaucoup.* »

Hors du terrain, les deux Carabins expriment que le programme les a aidés à changer leur perception des choses. « *On apprend à prendre un stepback, à respirer, à analyser la situation au complet avant d'effectuer une action* », détaille le receveur, qui a même utilisé ses acquis auprès de joueurs de cégep qu'il entraîne.

Pour M. Moylan, la préparation mentale fait office « *de performance humaine* » et sert à faire des joueurs de meilleures personnes. « *La préparation mentale, c'est nécessaire, pas juste pour les étudiants-athlètes, mais de façon plus globale*, assure-t-il. *C'est ce dont on a besoin comme planète et comme société.* »

À l'avenir...

Le défi reste de pérenniser le programme et de maintenir sur la durée le poste de responsable de la performance mentale et toute l'équipe de cette dernière. La source de financement est éphémère, l'objectif est donc de débloquer des fonds pour pouvoir renforcer la place des préparateur·ice·s mentales au sein de l'Université.

L'équipe en préparation mentale dispose de nombreuses ressources proposées par l'UdeM dont un programme universitaire qui forme de futur·e·s consultant·e·s en préparation mentale.

Certains des étudiant·e·s de celui-ci ont également pu intégrer l'équipe de Mme Brisson-Legault à titre de stagiaire pour mettre en pratique leurs connaissances. « *C'est un programme bénéfique pour tout le monde* », assure M. Moylan. Les stagiaires peuvent rester en poste deux années tout au plus. Un mandat limité qui entraîne un roulement inévitable des effectifs.

La campagne de collecte de fonds et le soutien des donateur·rice·s permettraient de garantir et de maintenir les postes à temps plein sur le long terme. « *C'est un service gratuit, c'est important de se rendre compte de la chance qu'on a et de ne pas prendre les choses pour acquises* », rappelle le directeur du sport d'excellence des Carabins. L'objectif final pour lui serait de proposer une offre de services complète. Cela donnerait la possibilité d'intervenir dans d'autres sphères de la vie étudiante, telles que la gestion financière ou la préparation aux entretiens d'embauche. ♦

L'UdeM LAISSE SON « EMPREINTE »

Entre canicules, incendies et inondations, les conséquences du réchauffement climatique se sont fait sentir cet été à Montréal et ailleurs. Rentrée scolaire veut souvent dire fin des voyages et retour au métro, au boulot et aux « meal prep », soit la préparation des repas. Et si cette routine devenait encore plus écologique ? L'UdeM tend une perche à la communauté étudiante avec un outil simple pour calculer et améliorer son empreinte carbone au quotidien.

PAR MANDANA SADEGHIPOUR

2050 C'est l'année que vise Montréal pour devenir « carboneutre », un beau projet qui semble devoir encore parcourir du chemin, selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). L'agence statistique déclare que la société québécoise est plus polluante que le prétend le bilan du gouvernement québécois, et ses émissions de gaz à effet de serre (GES) sont cinq fois trop élevé pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris.

Cependant, la Ville de Montréal et l'UdeM ont entamé des démarches pour inverser la tendance. Cette dernière vise d'ailleurs la carboneutralité et a récemment dévoilé son plan de réduction d'émissions de GES pour y parvenir. L'Université vise, à cet effet, une réduction progressive de 40 % de ses émissions d'ici 2030, en agissant sur l'énergie transformée au sein du campus, celle externe qu'elle utilise, ainsi que sur diverses autres émissions indirectes de GES.

Une application complète

Comment la communauté étudiante peut-elle contribuer ? Si les ressources ne manquent pas pour s'informer sur l'écologie, savoir quels sont les bons gestes quotidiens à adopter à l'échelle individuelle n'est pas toujours évident. Pour ce faire, l'Unité de développement durable de l'UdeM propose aux étudiant·e·s de se pencher sur leur empreinte carbone en découvrant les effets qu'ont leurs choix alimentaires et leurs déplacements en termes d'émissions de dioxyde de carbone, et ce, grâce à l'application mobile « Votre empreinte ». Celle-ci permet plus précisément de calculer ses émissions en les inscrivant dans un bilan personnel. Des conseils personnalisés sont ensuite proposés, selon les recherches effectuées, pour améliorer les pratiques quotidiennes, proposer des options, et ainsi réduire les émissions de GES.

« Votre empreinte » se compose de trois parties : voyage, mobilité (déplacements quotidiens) et alimentation, et offre la possibilité d'enregistrer ses données et de faire un historique. Pour



Illustration | Anize Koye

Le Québec émet quatre fois trop de GES pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris selon un rapport émis le 22 avril 2022 par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).



Photo: Juliette Dabio

Thierry Gras-Chouteau, conseiller à la lutte aux changements climatiques auprès de l'Unité de développement durable à l'UdeM.

chaque calcul, les émissions de dioxyde de carbone sont données en kilogrammes et des conseils sont proposés pour les réduire ou les compenser par d'autres options. Par exemple, l'application permet de calculer en détail l'itinéraire de chez soi à l'Université, son dernier voyage au bout du monde ou les nouilles express mangées sur son divan.

«Avoir une image claire de son empreinte n'est ni évident ni instinctif pour le commun des mortels.»

Thierry Gras-Chouteau

Conseiller à la lutte aux changements climatiques auprès de l'Unité de développement durable à l'UdeM

Comment cet outil peut-il être aussi précis ? C'est justement la première difficulté à laquelle font face ses développeur-euse-s, qui effectuent un travail d'amélioration continue pour fournir les valeurs les plus exactes. Pour la partie mobilité, les calculs sont générés grâce aux données fournies par Énergie et Ressources naturelles Québec.

Quant à celle consacrée à l'alimentation, l'accès aux analyses du Centre international de référence sur l'analyse du cycle de vie et la transition durable (CIRAIG) et de l'organisme basé à Polytechnique Montréal PolyCarbone permet de refléter la réalité québécoise

L'EMPREINTE CARBONE, ÇA CORRESPOND À QUOI ?

Le terme est aujourd'hui omniprésent, mais que signifie-t-il exactement ? Mesurer son empreinte carbone, c'est additionner toutes les émissions de GES pour produire un objet ou réaliser une action. Au quotidien, ce calcul se fait entre notre consommation d'énergie domestique, notre alimentation, nos modes de transport ou nos autres achats. L'empreinte carbone s'attarde surtout aux émissions d'origine humaine, qui contribuent le plus au changement climatique, et traduisent le mieux l'impact de l'activité humaine sur celui-ci.

pour l'empreinte carbone de nombreux aliments mesurée à partir de sources locales et justes. Le principal développeur de cet outil, Thierry Gras-Chouteau, qui continue de travailler pour améliorer la performance et la fiabilité de l'application, précise que lorsque les données manquent, la quantité d'émissions mentionnée de certains aliments correspond alors aux moyennes mondiales, quel que soit le lieu où ces derniers sont achetés et consommés.

Si certains outils similaires existent déjà sur le Web, M. Gras-Chouteau, conseiller à la lutte aux changements climatiques au sein de l'Unité de développement durable, souligne que celui-ci est interne à la communauté de l'UdeM et a pour avantage de rassembler divers champs d'activités tout en étant simple d'utilisation, gratuit et accessible à tous.

Avoir une image claire de son empreinte n'est ni évident ni instinctif pour le commun des mortels, reconnaît M. Gras-Chouteau. Il voit ainsi en cet outil un moyen de remédier à ce manque, et propose « de prendre les valeurs qui sont données par l'application et les recommandations, de ne pas stresser avec ça, mais d'essayer de voir ce que ça donne et comment on peut améliorer la situation dans les habitudes de tous les jours ».

Testée par Quartier Libre

Si se pencher sur son empreinte carbone peut faire peur, Quartier Libre s'y est attelé. Force est de constater qu'un café au lait matinal consomme bien plus que la plupart des plats cuisinés, que remplacer le bœuf par du poulet, ou encore mieux, par des légumineuses, peut diviser par cinq les émissions de GES de son plat. De plus, « Votre empreinte » dévoile que le retour de Noël passé chez la famille sur un autre continent produit une émission de GES dans les quatre chiffres, soit une quantité énorme.

Certains conseils ne sont pas nouveaux : pour les trajets quotidiens, il faut privilégier le vélo durant les beaux jours ou le métro lorsqu'il pleut. Il faut réutiliser les restes, favoriser les protéines végétales et les aliments locaux, et éviter ceux emballés dans du plastique. Mais

certain-e-s apprendront qu'il est préférable d'éviter les escalas lorsqu'il est possible en ce qui concerne les voyages en avion

Quartier Libre a eu un coup de cœur particulier pour la section alimentation, qui, à travers ses propositions moins émettrices de GES, suggère des idées de plats qui pourraient dépanner les étudiant-e-s en manque d'inspiration lorsque sonne l'heure du dîner.

Écologique et économique ?

Tout le monde n'est pas égal économiquement parlant, et opter pour des solutions écologiques exige souvent des dépenses supplémentaires. M. Gras-Chouteau tient cependant à rappeler que « ce n'est pas un outil qu'on voulait pour culpabiliser la communauté ». Il précise que les facteurs économiques et les disponibilités géographiques doivent évidemment être pris en considération. « Les recommandations sont à tenir en compte selon la situation de tous et de chacun », déclare-t-il, insistant sur le fait que le but est plutôt de « sensibiliser quand le choix est possible et n'a pas un coût économique ou autre trop grand ». Savoir que les recommandations sont encore générales, mais que de futures améliorations entraîneront des conseils plus précis en fonction de la situation économique et géographique des utilisateurs, est donc à prendre en compte.

Des nouveautés à l'horizon

Bien que « Votre empreinte » soit une application récente, l'Unité de développement durable souhaite accroître son potentiel en y rajoutant d'autres sources d'émissions telles que l'achat de vêtements. Elle compte également étendre son usage au niveau organisationnel dans des cafétérias, un travail déjà initié depuis janvier 2023 à l'UdeM dans le but de modifier les recettes et de proposer des repas plus faibles en émissions de GES.

L'Unité se dit très ouverte à d'éventuelles propositions d'amélioration et encourage les étudiant-e-s à tester l'application. Celle-ci ne se trouve pas encore sur les plateformes habituelles, mais est disponible à partir de la page web de l'Unité de développement durable. ♦

PRÊTS ÉTUDIANTS : QUÉBEC MAINTIENT SA VOIE

Le Québec maintient des taux d'intérêt élevés sur les prêts étudiants, tandis que le reste du Canada les annule. La décision est au cœur d'un débat sur l'endettement étudiant en contexte d'inflation, alors que le gouvernement Legault n'alloue pas l'intégralité des transferts fédéraux de 940 millions de dollars à l'Aide financière aux études (AFE).

PAR CAMILLE GONDRAN-TELLIER ET JEAN CORRIERAS MUR



Le gouvernement provincial ainsi que la FAÉCUM priorisent les étudiant-e-s encore aux études quant à l'allègement de la dette étudiante.

Les diplômé-e-s du Québec devront faire avec une hausse fulgurante du taux d'intérêt sur leurs prêts étudiant, alors que le reste du Canada en a annulé le remboursement.

« Ce n'est pas dans notre intention d'aller de l'avant avec une annulation des taux d'intérêt », confirme le cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry, en entrevue avec *Quartier Libre*.

Le 1^{er} avril 2023, le gouvernement Trudeau a pris la décision d'annuler le taux d'intérêt sur les prêts étudiants à l'échelle nationale. Le Québec fait exception, car la province administre elle-même son propre programme de prêts et bourses, l'Aide financière aux études (AFE), indépendamment du palier fédéral.

Le gouvernement Legault a ainsi décidé de maintenir le taux d'intérêt sur les sommes, calculé sur

le taux préférentiel de la Banque du Canada, plus 0,50 point de pourcentage. Le taux d'intérêt provincial n'a cessé d'augmenter : alors qu'il était de 2,5 % en 2022, il atteint désormais 7,7 %.

En contexte d'inflation et de hausse des taux de la Banque du Canada, l'annulation par Ottawa touche 1,7 million d'étudiant-e-s et de nouveaux-elles diplômé-e-s canadien-ne-s, pour un coût de 2,7 milliards de dollars sur une période de cinq ans.

Fardeau fiscal

« La montée des taux d'intérêt m'inquiète, car payer ces intérêts plus tard ne sera pas pratique », témoigne l'étudiante de deuxième année au programme de kinésiologie Iman.

Le porte-parole du ministère de l'Enseignement supérieur soutient toutefois que la question de l'endettement étudiant ne se limite pas aux prêts et bourses. « Le fait que les droits de scolarité [au Québec] soient les plus bas du pays fait en sorte qu'il y ait moins d'endettement », avance-t-il.

Il n'empêche que la présidente de l'Union étudiante du Québec (UEQ), Catherine Bibeau-Lorrain, rapporte qu'un nombre important d'étudiant-e-s sollicitent l'aide de l'association chaque année pour obtenir une aide financière aux études. « De nombreux étudiants vont voir les associations sur les campus pour faire part de leurs préoccupations », déplore-t-elle.

Son homologue au sein de Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), le secrétaire général Alexandre Sauvé-Lacoursière, partage son propos. « On a quand même des personnes qui viennent nous voir pour des difficultés financières, souligne-t-il. [Les étudiants] peuvent avoir des ententes avec l'Université de Montréal pour des paiements de frais de scolarité différés et de l'aide financière d'urgence. »

Il invite les étudiant-e-s dans le besoin à se tourner vers les Services à la vie étudiante de l'UdeM, qui disposent d'un service de ressources socio-économiques traitant les demandes liées à l'aide financière et aux bourses d'études. Ce service gère aussi les programmes études-travail, pour offrir des emplois à temps partiel sur le campus.

Transfert fédéral

La question des transferts fédéraux envers le Québec traverse le débat quant au maintien du taux d'intérêt. L'opposition reproche à Québec de ne pas avoir alloué l'intégralité des 940 millions de dollars au programme d'aide financière aux études.

« Il est très difficile de tracer cet argent, parce que tous les transferts fédéraux passent d'abord par le ministère des Finances, avant d'être redistribués », explique le porte-parole du ministère de l'Enseignement supérieur.



Illustration Alizée Royer

Les diplômés du Québec commenceront à rembourser leurs prêts après un délai de grâce de six mois suivant la fin de leurs études.

Le gouvernement du Québec reçoit de tels transferts d'Ottawa, car il ne bénéficie pas du programme canadien de prêts et bourses aux étudiants, ciblé par l'annulation du taux d'intérêt. Cette enveloppe de 940 millions de dollars représente une hausse des transferts de la capitale fédérale envers la province.

L'UEQ a lancé une pétition sur la question, parrainée par la députée libérale et porte-parole de l'opposition en matière d'enseignement supérieur, Marwah Rizqy. Elle demande de « réduire le capital de ces prêts tout en bonifiant l'AFE grâce au transfert fédéral de 940 millions de dollars » et exige une explication de Québec quant à l'utilisation de l'enveloppe.

« Le mouvement étudiant a été consulté par le gouvernement pour savoir quoi faire avec l'argent provenant des transferts fédéraux, précise le secrétaire général de la FAÉCUM. Une décision a été prise [de conseiller le gouvernement] d'investir l'argent dans la population la plus vulnérable, c'est-à-dire la population qui est aux études présentement. »

Mme Déry a annoncé en juillet dernier un financement supplémentaire de 140 millions de dollars par an, destiné surtout aux parents-étudiant-e-s. Ce montant servira aussi à indexer

le taux d'intérêt à 6,44 % pour certains programmes de l'AFE.

Si le Parti libéral du Québec (PLQ) soutient la pleine annulation du taux d'intérêt sur les prêts aux études postsecondaires, le Parti Québécois (PQ) abonde dans le même sens. « Pris entre la difficulté d'accéder à la propriété et l'inflation galopante dans tous les secteurs, les jeunes sont très préoccupés par l'augmentation soudaine du taux d'intérêt des prêts et bourses », explique le chef du parti, Paul St-Pierre Plamondon, par voie de communiqué.

« Nous investissons massivement dans l'enseignement supérieur et l'accessibilité avec tout ce que nous faisons », affirme de son côté le cabinet du ministère de l'Enseignement supérieur, qui ajoute que les montants alloués par le Québec « dépassent largement le montant qu'il reçoit du fédéral. »

Sur le long terme

Le professeur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) Pier-André Bouchard St-Amant doute que l'annulation du taux d'intérêt serve durablement à la population diplômée. « Si on veut aider les étudiants à réduire la charge de l'endettement, réduisons l'endettement à la source », propose-t-il.

Il suggère ainsi que la partie « bourses » d'une demande d'aide aux études soit plus élevée, plutôt que de procéder à la réduction du taux d'intérêt sur la partie « prêts » à rembourser.

Selon lui, une telle mesure aurait un impact plus significatif sur le choix d'études et inciterait plus de monde à poursuivre des études supérieures. « Il y a un lien causal très clair, même s'il n'est pas très grand », précise-t-il. Cette démarche fournirait aussi de l'argent aux personnes qui en ont le plus besoin.

M. Bouchard St-Amant rappelle que le gouvernement provincial n'est pas celui qui prête l'argent, il se porte plutôt comme garant des prêts en cas de défaut de paiement. Le Québec subventionne les banques en payant les taux d'intérêt imposés par les banques aux étudiant-e-s.

Quant au transfert fédéral de 940 millions de dollars, le chercheur à l'ÉNAP déclare que la province « a l'entière liberté de dépenser l'argent pour ces programmes » et « d'utiliser les fonds à d'autres fins ». ♦

ACCÈS LIBRE AU CONFINEMENT

Artiste multidisciplinaire et militante, la Palestinienne Rehab Nazzal expose « *Driving in Palestine* » au Musée des arts interculturels (MAI) de Montréal. Un aperçu des conditions de vie des Palestiniens confinés en Cisjordanie occupée. Une réalité violente et quasi carcérale, qu'elle cherche à dénoncer via l'art visuel. Rencontre avec une artiste engagée.

PAR INES PAHAUT ET MATHIAS POISSON



Décidée en 2002 par le premier ministre israélien, la construction du mur qui sépare Israël de la Cisjordanie est terminée.

En franchissant les portes du Musée des arts interculturels de Montréal, l'atmosphère pesante et anxiogène de l'exposition *Driving in Palestine* se fait immédiatement ressentir. Pourtant, Rehab Nazzal confie à *Quartier Libre* qu'au moment de la pandémie de la COVID-19, le confinement mis en place par les gouvernements partout dans le monde lui a donné l'idée d'exposer ce que le peuple palestinien vit au quotidien depuis des années. C'est donc à travers une série de photographies, de vidéos, de sons et d'impressions que la photographe expose les fragments de son expérience de vie. Réalité capturée par l'artiste depuis la plage

avant d'une voiture, le temps d'un long voyage sur les routes périlleuses de la Cisjordanie occupée, l'exposition met en lumière les infrastructures qui « perpétuent l'oppression constante subie par les Palestiniens ».

Une exposition étouffante

Ce vendredi 8 septembre 2023, *Quartier Libre* s'est rendu au vernissage de l'exposition de Mme Nazzal. Pour l'occasion, et avant d'ouvrir les portes de *Driving in Palestine*, l'artiste propose de découvrir *Vibrations from Gaza*, un court-métrage réalisé en parallèle

de l'exposition. Celui-ci présente la réalité des enfants de Gaza nés sourds, une perspective touchante et peu exposée. Tandis que le public présent lui fait une ovation, les lumières se rallument sur la salle comble, et la foule tente de dissimuler l'émotion à laquelle elles ont allègrement cédé. Malgré les encouragements du public, Mme Nazzal déclare que, pour le moment, elle n'a pas l'intention de le diffuser. Les portes d'une autre salle s'ouvrent, l'exposition se dévoile.

À travers *Driving in Palestine*, fruit du travail d'une décennie, l'artiste dénonce les restrictions



Photos | Juliette Dialo

Photographies des tours de contrôle israéliennes en territoire palestinien occupé.

droits humains, de droits gouvernementaux, d'apartheid, de ségrégation et de racisme. Mme Nazzal démontre ainsi l'importance de son activisme dans son art en tant que moyen d'expression et de critique face aux influences coloniales, celles-ci étant « *considérablement présentes* » dans son quotidien.

La professeure agrégée au Département d'histoire de l'Université de Montréal Dyala Hamzah confirme ses propos. « *La seule émancipation possible de l'emprise coloniale, c'est son démantèlement, affirme-t-elle. C'est le triomphe de la justice et du droit, et la fin de l'impunité israélienne au regard de ses crimes.* » Pour Mme Hamzah, tout ce qui contribue à ce démantèlement, que ce soit par des actes de résistance au sens propre sur le terrain comme au sens symbolique, est un pas sur le long chemin de cette émancipation.

Interpeller l'opinion occidentale

Bien que soutenue par le MAI et différentes influences artistiques dans ses démarches de projets artistiques engagés, Mme Nazzal a pourtant fait face à des menaces de la part de « *groupes de pression sionistes* ». L'artiste affirme néanmoins se sentir totalement à l'aise de partager ses projets : « *C'est ma manière de m'exprimer, et je suis déterminée face aux intimidations de l'opposition* ».

Malgré ces risques de représailles, c'est pourtant bel et bien en Occident qu'une exposition telle que *Driving in Palestine* doit avoir lieu, selon Mme Hamzah.

Selon la professeure le changement est atteignable en sensibilisant l'opinion publique. « *C'est bien au public et aux pays occidentaux que cette exposition s'adresse avant tout, précise-t-elle. C'est contre la surdité des premiers et la complicité des seconds qu'elle diffuse cette bande-son bourdonnante de drones incessants et dresse ses miradors, telles des verrues d'une maladie honteuse appelée le déni de justice, que l'Occident, en vain, tente de cacher.* » ♦

« *Driving in Palestine* »

Musée des arts interculturels de Montréal

Jusqu'au 21 octobre



De la plage avant d'une voiture, Rehab Nazzal a photographié le paysage Cisjordanien.

de mouvement et la surveillance, poussées à leur paroxysme et imposées aux Palestiniens sur leur territoire par les autorités israéliennes. Barrages routiers, bruit de drones, tours de contrôle, barbelés et panneaux d'interdictions, d'innombrables symboles rendent compte d'une ambiance étouffante.

« *Je suis née en étant un sujet politique, c'est comme ça que j'ai grandi.* »

Rehab Nazzal

Artiste multidisciplinaire et militante

Un court texte introductif au contexte géopolitique est affiché dès l'entrée. Plus loin, un écran diffuse en continu des photographies de panneaux de signalisation présents sur place. « *Cette route mène à un village palestinien, l'entrée y est dangereuse pour tout citoyen israélien* », indique l'un d'eux. Au centre de la salle, un écran géant projette différents plans filmés depuis l'intérieur d'une voiture en mouvement à Jérusalem-Ouest. Sur le mur gauche de la pièce, une série d'une cinquantaine de photographies présente les tours de contrôle.

Mme Nazzal déplore la difficulté de produire ces images, particulièrement aux points de contrôle israéliens. Pour cause, ces zones sont dangereuses. « *Beaucoup de gens perdent la vie au passage de ces points de contrôle, mentionne-t-elle. Une caméra est une arme pour eux. Un*

sniper m'a tiré dans la jambe en 2014, juste parce que je prenais une photo. J'étais seule. »

Un bruit assourdissant de drone diffusé dans la pièce finit par chasser le public vers une zone cachée de tranquillité. Celui-ci est amené à regarder une courte vidéo intitulée *Healing Moments*. Commence alors un court-métrage présentant des paysages palestiniens à perte de vue, accompagnés de sons de la nature et de moments de paix. D'après l'artiste, cette zone offre « *une perspective authentique et rafraîchissante de la Palestine, telle qu'elle devrait l'être, sans crime ni conflit.* »

Engagement artistique et politique

L'activisme de Mme Nazzal contre « *l'oppression israélienne* » a toujours fait partie intégrante de son quotidien. « *Je suis née en étant un sujet politique, c'est comme ça que j'ai grandi*, explique-t-elle. *Pendant 75 ans, j'ai été confinée en prison. La violence coloniale a formé ma vie et ma mémoire. Mon travail reflète mon expérience.* »

« *Pendant 75 ans, j'ai été confinée en prison.* »

Rehab Nazzal

Artiste multidisciplinaire et militante

La photographe se définit d'ailleurs comme étant, avant tout, militante. Selon elle, l'art occupe une fonction indéniablement politique. Il permet de questionner les notions de

CYCLISME : ENQUÊTE SUR LE VOL DE VÉLOS À L'UdeM

Le vol du vélo du chef du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) met en évidence un phénomène, qui, selon le dernier rapport annuel du Service, s'est aggravé de 10,4 % dans la métropole entre 2017 et 2022. Un fléau qui s'amenuise étonnamment sur le campus de l'UdeM.

PAR SARAH GENTIL ET ELI LAPORTE

Les vols de vélos sévissent à Montréal. Chaque année, entre 15 000 et 25 000 vols sont comptabilisés dans la ville, selon Vélo Québec. À l'UdeM, le problème semble de moindre ampleur.

Le conseiller en prévention de la criminalité à la Direction de la prévention et de la sûreté (DPS) de l'Université, Vincent Arcand, se veut rassurant. « Au cours de ma carrière, j'ai eu l'occasion de travailler dans la sécurité dans d'autres secteurs de Montréal, explique-t-il. Près de la station Longueuil, par exemple, on peut vraiment parler de fléau du vol de vélos. »

« Le nerf de la guerre en matière de vols de vélos, c'est le signalement. Est-ce rapporté ? Si oui, à qui ? »

Rémi Boivin

Professeur titulaire à l'École de criminologie de l'Université de Montréal

Quant à l'envergure du problème sur le campus, le conseiller estime que l'infraction est relativement moins répandue, malgré une légère hausse des plaintes comparativement à l'année dernière.

M. Arcand pointe toutefois du doigt le signalement des vols, qui n'est pas toujours effectué par les victimes. C'est également ce qu'observe le professeur titulaire à l'École de criminologie de l'UdeM Rémi Boivin. « Le nerf de la guerre en matière de vols de vélos, c'est le signalement, précise-t-il. Est-ce rapporté ? Si oui, à qui ? »



Photo | Juliette Diallo

En 2020, Vélo Québec estimait le parc cycliste à 7,2 millions de vélos dans la province.



Le professeur, qui analyse les données policières, relève que les incidents ne sont pas souvent déclarés. Selon lui, l'infraction serait plus simple à examiner par l'entremise de sondages auprès des victimes.

Toutefois, le faible taux de déclarations perdure et induit donc un biais quant aux types de vélos volés et déclarés. « Lorsque les vols sont déclarés, c'est surtout pour des vélos de valeur importante, sur demande des compagnies d'assurance et pour des questions de remboursement », analyse-t-il.

Le portrait typique des auteurs de vols de vélos est quasi impossible à dresser, tant les chances



Un cycliste sur deux s'est déjà fait voler son vélo à Montréal.

Photo | Juliette Daibo

Les usagers qui cherchent un stationnement abrité et fermé à clé disposent du Bunker, situé sur le toit du pavillon J.-A. Lévesque. Les membres de la communauté étudiante peuvent récupérer la clé sous réserve d'un dépôt de 20 \$.

Depuis 2022, des supports à vélo intelligents de la compagnie BIKEEP s'ajoutent aux bornes à vélo classiques. Situés au 4^e étage du stationnement Louis-Colin, sur la rue Jean-Brillant, ils offrent la possibilité de verrouiller son vélo à l'aide d'une application mobile gratuite. L'UdeM est le seul établissement au Canada dotée de ce système que BIKEEP qualifie d'inviolable.

Pour remédier à la problématique des vols de vélos sur le campus, les services de sûreté de l'UdeM utilisent également l'application mobile Garage 529. Lancé en 2021 par le SPVM, le système fonctionne à l'aide d'un autocollant indéchirable, muni d'un code et vendu en magasin entre 10 et 20 \$.

Les utilisateurs peuvent ainsi enregistrer leur vélo sur l'application, qui répertorie depuis son lancement près de 21 600 vélos au moment d'écrire ces lignes. Selon Vélo Québec, Garage 529 a permis de réduire les vols de vélos de près de 40 % dans les villes qui l'ont implantée.

En cas de soustraction frauduleuse, le traçage d'un vélo permet la restitution de ce dernier à son propriétaire. Chaque fois qu'un vol est rapporté aux services de sécurité, les conseillers de la DPS cartographient les incidents et alimentent une base de données prévue à cet effet.

Malgré la performance des mécanismes utilisés, « *Il n'existe pas de moyen infaillible pour lutter complètement contre le vol de vélos* », insiste M. Arcand. Il rappelle que l'objectif de la sécurisation est surtout de ralentir l'infraction. Même dans un environnement sécuritaire, la vigilance et la prudence restent de mise. ♦

de les attraper sont minces. « *C'est un cauchemar d'analyse !* » poursuit M. Boivin.

l'un des supports prévus à cet effet, devant le pavillon Jean-Brillant.

La valeur des vélos

Malgré la côte raide, nombreux sont les étudiants qui aiment se rendre à l'UdeM à bicyclette. « *Moi, j'utilise mon cadenas en chaîne que je mets toujours sur ma roue avant, témoigne l'étudiant en deuxième année de pharmacie Liam Masley. J'ai également un deuxième cadenas qui bloque ma roue arrière.* ». Le fléau du vol de vélo ne l'inquiète pourtant pas puisqu'il ne s'est jamais fait voler le sien.

L'étudiante de première année à HEC Montréal Charlotte, qui tient beaucoup à son vélo ayant jadis appartenu à sa mère, utilise pour sa part un seul cadenas et verrouille sa roue avant sur

Malgré la relative accalmie des vols dans le secteur, une panoplie d'options s'offre aux cyclistes qui souhaitent sécuriser leur vélo à l'Université de Montréal.

« *Il n'existe pas de moyen infaillible pour lutter complètement contre le vol de vélos.* »

Vincent Arcand

Conseiller en prévention de la criminalité pour la Direction de la prévention et de la sûreté (DPS)



UNE CRISE SANS FRONTIÈRE

L'arrivée en terre inconnue en plein cœur d'une crise de logement à Montréal : telle est la réalité à laquelle fait présentement face la communauté étudiante internationale. Par manque de logements abordables, certain-e-s étudiant-e-s se résignent à vivre dans leur voiture, dans une tente ou même sous un pont, des situations qui ont récemment déferlé dans les médias. Mais qu'en est-il des de celles et ceux de l'UdeM ?

PAR FLORENCE AQUILINA

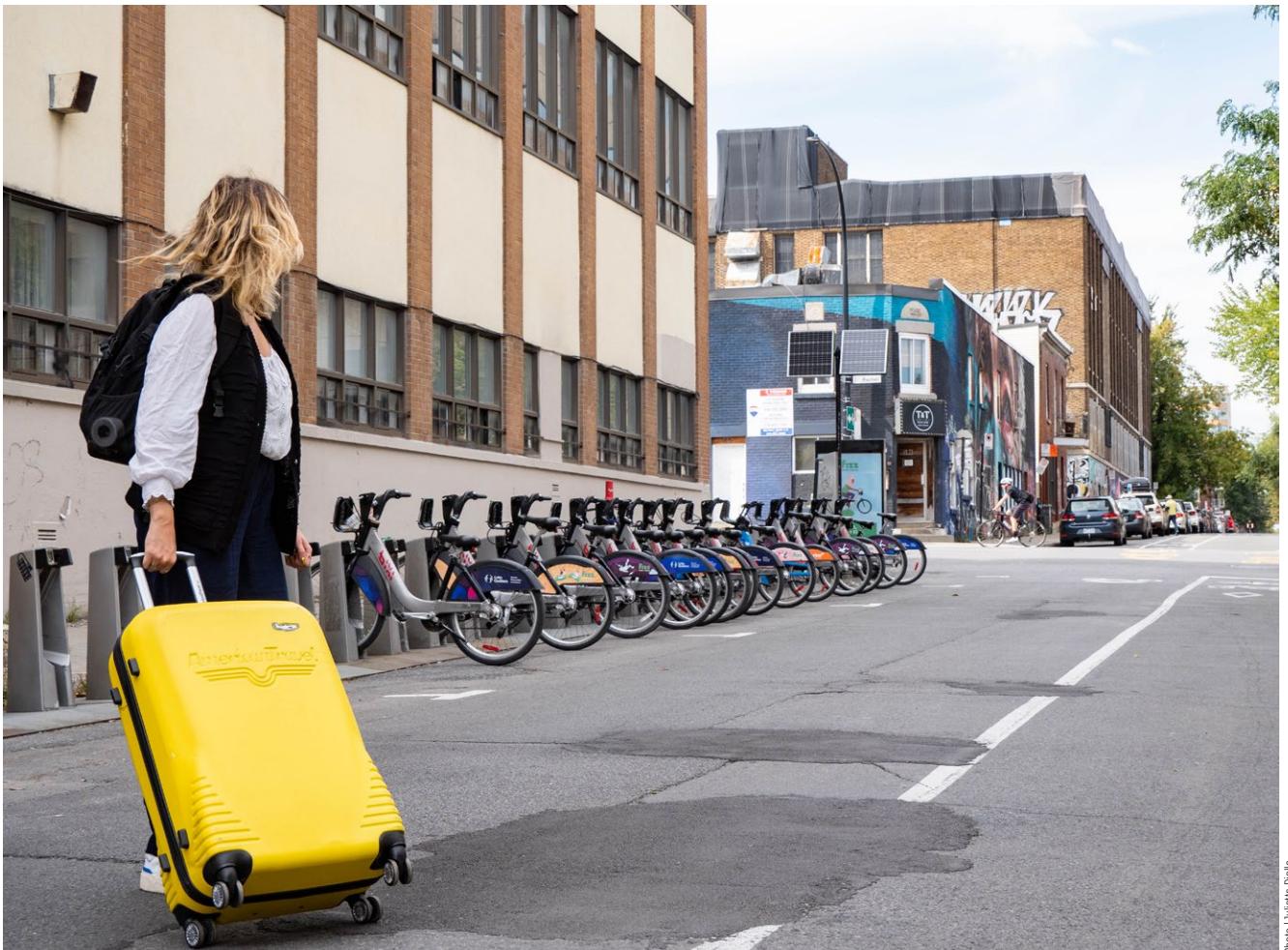


Photo | Juliette Dialo

Les étudiant-e-s internationaux-ales contribuent à l'économie canadienne à hauteur de plus de 22,3 milliards de dollars par année, selon l'Université York.

Août 2023. L'étudiant au microprogramme en financement des organismes à but non lucratif, Cheikh Seck arrive au pays, valises en main et quelques appréhensions en tête. Les embûches liées à la crise du logement montréalaise résonnent de l'autre côté de l'Atlantique. Alors qu'il était encore au Sénégal, il voyait défiler sur son compte TikTok des vidéos qui en faisaient état.

« Est-ce que ça valait
le coup de venir
au Canada ? »

Cheikh Seck

Étudiant au microprogramme en financement
des organismes à but non lucratif

Cette information ne l'a néanmoins pas préparé au processus de recherche de logements, qu'il qualifie de « compliqué » et, en pesant ses mots, de « très, très, très stressant ».

Un mois après son arrivée et plusieurs demandes plus tard, Cheikh Seck n'a toujours pas de logement. Heureusement, il peut

résider chez des membres de sa famille ou chez des amis qui habitent également à Montréal. Coup de chance, alors que la rentrée a déjà commencé, l'étudiant trouve finalement un logement en colocation dans le quartier Côte-des-Neiges, à proximité de l'Université. Un appartement qu'il considère, malgré tout, comme dispendieux.

« C'est un problème qui s'est créé sur plusieurs années et qui se réglera sur plusieurs années. »

Jean-Philippe Meloche

Directeur de l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'UdeM

S'il a finalement trouvé un toit, Cheikh Seck confie que sa recherche de logement l'a tout de même poussé à se poser la question : « *est-ce que ça valait le coup de venir au Canada ?* »

Un phénomène tristement répandu

Tout comme Cheikh Seck, d'autres membres de l'importante communauté étudiante internationale à l'UdeM n'échappent pas aux répercussions de cette crise. L'étudiant au certificat en gestion d'entreprises à HEC Montréal Benjamin Molot-Fustino en fait partie. Arrivé de France au début du mois d'août, il est toujours à la recherche d'un logement et habite actuellement chez son frère. Il révèle que pour 70 demandes faites en ligne sur des sites tels Kijiji et Facebook Marketplace, il n'a obtenu que 6 visites tout au plus.

Son histoire ne s'arrête pas là car, parmi les appartements visités, certains étaient insalubres, selon sa description. Punaises de lits, lieux « *délabrés* » ou même présence de mauvaises odeurs figurent parmi les raisons pour lesquelles Benjamin Molot-Fustino a refusé d'y loger, rappelant judicieusement que les photos peuvent parfois être trompeuses.

Que l'équipe de Soutien à la communauté étudiante internationale de l'UdeM soit face à un nombre de demandes d'aide plus élevé depuis l'été n'est donc pas étonnant.

Sans surprise, une telle problématique ne se limite pas à l'écosystème udemien, mais se répand plutôt à l'échelle nationale. Des histoires d'étudiant-e-s internationaux-ales devant se résoudre à vivre dans des conditions précaires ont récemment fait parler. Parmi elles, le cas d'un étudiant international du Collège Conestoga, à Kitchener, en Ontario,



Leica Mary Boni, étudiante ivoirienne de dernière année au baccalauréat en sciences politiques.

Photos | Courtoisie | Leica Mary Boni

aperçu vivant sous un pont à Toronto, dans une vidéo devenue virale. De leur côté, 25 étudiant-e-s internationaux-ales du Collège Canadore, à North Bay, également en Ontario, ont dû dormir dehors, dans des tentes, pendant quelques jours, avant que l'établissement n'intervienne en leur offrant des logements à faible coût.

La communauté internationale vulnérable ?

La communauté internationale estudiantine est particulièrement vulnérable financièrement, puisqu'elle paie des frais de scolarité de trois à cinq fois plus élevés que la communauté étudiante québécoise. C'est ce qu'a souligné la professeure en genre, sexualité et études féministes à l'Université de York Tania Das Gupta



UNE COMMUNAUTÉ EN CROISSANCE

Le nombre d'étudiant-e-s internationaux-ales qui choisissent de venir au pays continue d'augmenter. Il a d'ailleurs plus que doublé entre 2014 et 2018 pour atteindre 721 205, selon Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC).

À l'occasion de son passage dans la balado-diffusion *Front Burner*, produit par CBC. À l'UdeM, un-e étudiant-e international-e inscrit-e à un programme de premier cycle doit par exemple payer 30 000 \$ par an, contre 4 000 \$ à 5 000 \$ par an pour un-e Québécois-e. Le coût devient ainsi un enjeu décisif dans la recherche de logement.

Cet enjeu est particulièrement important pour l'étudiante de dernière année au baccalauréat en sciences politiques Leica Mary Boni. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'Ivoirienne loge dans les résidences de l'UdeM depuis le début de son parcours universitaire. « *Les coûts sont énormes ! S'exclame-t-elle pour décrire le marché actuel. Avec 1 000 \$, tu ne peux même pas te trouver un studio.* » Pour un coût de 429 \$ par mois pour un studio simple dans les résidences ZUM, Leica Mary Boni sera confrontée à une dure réalité dès le trimestre prochain, quand elle aura terminé ses études, ce qu'elle anticipe déjà. « *Sortir des résidences, ça va être un gros choc* », affirme-t-elle.

Les résidences de l'UdeM, qui représentent une option abordable en cette période de crise, ne comptent toutefois que 1 123 chambres, également ouvertes à la communauté étudiante de HEC Montréal et de Polytechnique Montréal. Cheikh Seck et Benjamin Molot-Fustino font, par exemple, partie des nombreux étudiants à ne toujours pas avoir réussi à y obtenir une chambre.

Pour le directeur de l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'UdeM, Jean-Philippe Meloche, toute personne fréquemment en mouvement sera davantage touchée par la crise du logement. Ceci révèle donc pourquoi non seulement les étudiant-e-s internationaux-ales en sont davantage victimes, mais aussi les étudiant-e-s en général, la population étudiante déménageant beaucoup. Ce facteur de mouvement contribue à la hausse des prix des loyers, selon lui. Un-e propriétaire ou un-e locataire qui ont donc respectivement acheté ou loué leurs logements actuels avant que le marché ne soit à la hausse, ont des hypothèques et des loyers plus bas en comparaison avec les nouveaux-elles propriétaires et locataires.

Toutefois, pour Leica Mary Boni, la problématique de discrimination entretient également en jeu, tout particulièrement pour les étudiant-e-s internationaux-ales, ce qui nuit à la trouvaille d'un logement. Elle mentionne que lors de la visite d'un appartement, un propriétaire lui a demandé si elle était musulmane, parce que, vivant dans le même immeuble, il estimait que « *les ablutions faites durant les rituels de prières [des musulmans] le dérangeraient* ». Pour la professeure Gupta, qui se spécialise notamment en immigration, le racisme compte indéniablement parmi les facteurs de difficulté auxquels fait face cette communauté dans son processus de recherche de logement.

Source ou victime du problème ?

Alors que la crise du logement bat son plein, le ministre du Logement, Sean Fraser, a déclaré en août dernier envisager l'idée de plafonner le nombre de visas octroyés aux étudiant-e-s internationaux-ales afin d'y remédier. Ses propos ont suscité la controverse, notamment auprès des universités québécoises, comme le souligne le journaliste Jacob Serebrin dans un article¹ publié dans *La Presse* quelques jours après la déclaration de M. Fraser.

Le recteur de l'UdeM, Daniel Jutras, avait notamment pris la parole en s'opposant fermement à l'idée évoquée par le ministre. Il avait alors déclaré que le problème était davantage d'ordre structurel et sans lien direct avec les étudiant-e-s étranger-ère-s. Plusieurs spécialistes partagent son avis et appellent plutôt à résoudre le manque de résidences universitaires et de logements étudiants sur le marché.

L'organisatrice communautaire de l'association Migrant Workers Alliance for Change (MWAC)



Photos | Courtoisie | Jean-Philippe Meloche

Jean-Philippe Meloche, directeur de l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'UdeM

Sarom Rho souligne auprès du *Global News* que la fermeture des frontières durant la pandémie a donné un aperçu de ce à quoi pouvait ressembler la mise en action du plafond qu'envisage M. Fraser. Elle rappelle également que cette fermeture n'a pas eu d'effet positif sur le marché du logement et, qu'au contraire, les prix ont considérablement augmenté.

D'autres spécialistes comme M. Meloche sont plutôt d'avis que, bien que cette politique ne soit pas la première mise en place, elle pourrait servir à ralentir la demande le temps de rattraper le retard dans la construction de logements étudiants. « *C'est un problème qui s'est créé sur plusieurs années et qui se réglera sur plusieurs années* », estime-t-il.

RESSOURCES À L'UdeM: FINI LE BUREAU DES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX

Le Bureau des étudiants internationaux (BEI) fait peau neuve en cette rentrée 2023. Depuis mars dernier, le BEI tel qu'on le connaissait n'existe plus. Les services de soutien pour les étudiant-e-s internationaux-ales sont alors scindés en deux ressources: UdeM International et Soutien à la communauté étudiante internationale. Cette dernière existe grâce aux Services à la vie étudiante et facilite notamment des rencontres de réseautage, les sorties hors campus et les programmes de jumelage par exemple. UdeM International, quant à elle, regroupe la Direction des affaires internationales, le Bureau des séjours d'études hors Québec, le Bureau des étudiants internationaux et le secteur immigration de la Direction des ressources humaines.

Les étudiant-e-s internationaux-ales sont donc pour l'instant confronté-e-s à un avenir incertain et un présent parfois difficile. S'informer des ressources proposées sur les campus universitaires, comme les équipes de Soutien à la communauté étudiante internationale et d'UdeM international est donc primordial. ♦

1. « Les universités québécoises tiennent à maintenir le nombre d'étudiants étrangers », *La Presse*.

2. « International students pay sky-high fees. Whose job is it to house them? », *Global News*.

LA PAROLE VIVANTE DE LAU

Quartier Libre a lu *Pleurer la tête sous l'eau*, la première œuvre littéraire de la comédienne Marie-Pier Audet. Une plongée dans un récit dont l'adaptation scénique, *Lau*, était présentée au théâtre Jean Duceppe, à Montréal, du 12 au 29 septembre.

PAR EMMALIE RUEST

Dans un processus traditionnel de création artistique, passer d'actrice à écrivaine semble peu conventionnel. C'est pourtant ce qu'a fait la comédienne et animatrice de radio Marie-Pier Audet en adaptant sa pièce de théâtre *Lau*, créée en collaboration avec l'artiste pluridisciplinaire Katherine IS, pour *Pleurer la tête sous l'eau*. Publié aux Éditions Planète rebelle, ce monologue d'à peine 53 pages en dit long, en peu de mots.

À travers le flot de pensées de Laura, alias Lau, nous découvrons que la vie de la protagoniste n'est pas rose. Elle est en lendemain de veille, le deuil de sa mère continue de la troubler même si celle-ci est décédée depuis plusieurs années, et sa relation amoureuse bat de l'aile. Malgré ses tourments, Lau s'exprime avec beaucoup d'autodérision. Un remède pasager pour certaines douleurs trop vives.

Retranscrire l'oralité dans l'écriture

Dès le début du livre, une convention est établie : la mise en forme de l'ouvrage rappelle celle de la poésie. Le texte ne contient aucun chapitre, saut de page, ou signe de ponctuation. Ces derniers sont tous remplacés par des sauts de ligne ou par des images qui représentent la lune pour les changements de scène, ce qui donne un format très aéré. L'écriture n'est quant à elle pas sans rappeler celle des textos. Ces choix ramènent à la collection « Ce qui se dit, pis s'écrit et pis se lit » de la maison d'édition Planète rebelle, une collection qui cherche à mettre en avant la langue parlée. En effet, les sauts de ligne constants imposent des micropauses de lecture et ressemblent aux pauses naturelles quand une personne s'exprime. Le lecteur peut réellement se plonger dans le flot de pensées du personnage principal.

Ajoutés à ces effets de style, deux types d'écriture nous sont proposés tout au long du récit : les pensées internes de Laura sont représentées en caractères romains tandis que les paroles prononcées à voix haute sont rédigées en italique. Cette mise en évidence des

discours interne et externe rend la lecture dynamique et nous permet de plonger efficacement dans l'histoire.

*Merde
Je l'ai échappé
Solide*

Écrire en québécois

Le niveau de la langue, en français québécois actuel, permet d'incarner le personnage de Laura. Certains passages sont peut-être plus difficiles à comprendre pour les non-initiés, mais, en général, ce choix de mettre à l'écrit les expressions « à la québécoise » est réjouissant. Tout comme le dramaturge Michel Tremblay revendique le jocal comme langue légitime, Mme Audet inscrit son texte dans la continuité de cet élan entamé il y a presque 60 ans. L'utilisation d'épithètes (« J'parle ») et d'expressions colloquiales (« Solide ») est constante, à l'image de l'extrait suivant :

*J'essaye de composer son numéro
J'accroche trois chiffres en même temps
Finalement Vaness le fait pour moi
Boîte vocale
J'laisse un message
J'parle en lettre attachées*

Le rire avant les pleurs

L'humour de Mme Audet se retrouve autant dans les figures de style et dans les anecdotes que dans la manière que Lau a d'appréhender les situations. Ce ton tragicomique rend le récit divertissant et permet aussi à l'auteure de nous amener à la fois dans des zones d'ombre et de lumière, de nous faire passer du rire aux larmes, et ce, en peu de mots.

Il y aurait beaucoup à dire sur cette œuvre agréable à lire, quoique trop brève. Elle propose une récurrence d'éléments aqueux tout au long de l'histoire : l'anecdote au lac, le nom de la protagoniste, la tristesse noyée dans l'alcool, entre autres. Cet amuse-bouche met la table pour le visionnement de la version

théâtrale au théâtre Duceppe. Pièce à laquelle Quartier Libre a eu l'occasion d'assister. L'eau est notamment évoquée à travers le travail sonore du compositeur Laurier Rajotte, dans son utilisation de musiques connotées et de sons aquatiques. Cette conception, parfois simpliste, soutient bien le personnage muet de la mère, interprété par la danseuse chevronnée Catherine Viau. Les soubresauts de son corps incarnent avec justesse les vagues d'émotion que l'on ressent en visionnant le spectacle : des mouvements plus sinueux par moments, entrecoupés de pas plus doux. En comparaison au texte, l'incandescence Marie Bernier transmet la vision de l'autrice avec brio. Sa Laura est aussi tourmentée que celle du livre, avec un côté pince-sans-rire bien assumé. La prouesse de son jeu paraît dans la fluidité désarmante de ses changements de scène et de personnages. La conception lumière Lisandre Coulombe est également très efficace pour mettre en évidence les nuances du texte. Ces choix liés à la mise en scène réussissent à mettre de l'avant le texte de Mme Audet.

À défaut d'avoir manqué la pièce, le livre demeure une belle alternative pour découvrir l'univers de Lau. ♦

Vous avez lu ou visionné une œuvre qui a attiré votre attention et vous voulez en faire une recension critique ? Écrivez-nous à culture@quartierlibre.ca

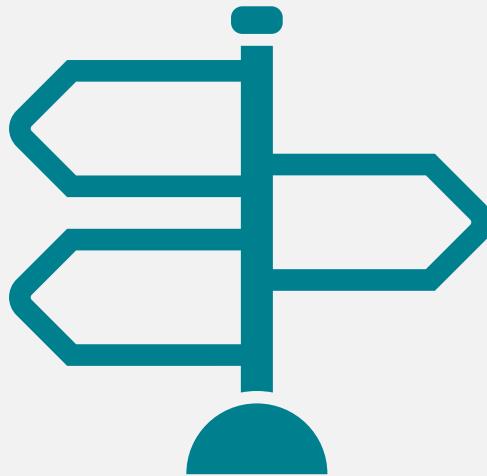


Marie-Pier Audet
Pleurer la tête sous l'eau
Montréal, Planète rebelle
2023, 53 p.
12,95 \$



F A É C U M

bureau des droits
étudiants



**POUR VOUS ACCOMPAGNER DANS LA DÉFENSE
DE VOS DROITS ÉTUDIANTS**

Pour plus d'informations >



Local B-2289
3200, rue Jean-Brillant
Montréal (QC) H3T 1N8



info.bde@faecum.qc.ca